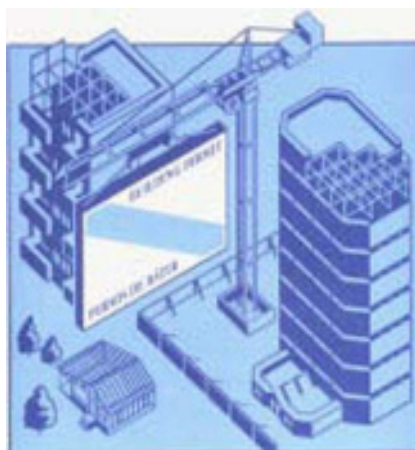




Permis de bâtir

Janvier 2002



Comment obtenir d'autres renseignements

Toute demande de renseignements au sujet du présent produit ou au sujet de statistiques ou de services connexes doit être adressée à : Section des indicateurs courants de l'investissement, Division de l'investissement et du stock de capital, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (téléphone : (613) 951-9689).

Pour obtenir des renseignements sur l'ensemble des données de Statistique Canada qui sont disponibles, veuillez composer l'un des numéros sans frais suivants. Vous pouvez également communiquer avec nous par courriel ou visiter notre site Web.

Service national de renseignements	1 800 263-1136
Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants	1 800 363-7629
Renseignements concernant le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 700-1033
Télécopieur pour le Programme des bibliothèques de dépôt	1 800 889-9734
Renseignements par courriel	infostats@statcan.ca
Site Web	www.statcan.ca

Renseignements sur les commandes et les abonnements

Le produit n° 64-001-XIF au catalogue est publié mensuellement sous forme électronique dans le site Internet de Statistique Canada et est offert au prix de 14 \$ CA l'exemplaire et de 145 \$ CA pour un abonnement annuel. Les utilisateurs peuvent obtenir des exemplaires ou s'abonner en visitant notre site Web à www.statcan.ca et en choisissant la rubrique Produits et services.

Ce produit est aussi disponible en version imprimée par l'entremise du service d'Impression sur demande, au prix de 46 \$ CA l'exemplaire et de 225 \$ CA pour un abonnement annuel. Les frais de livraison supplémentaires suivants s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada :

	Exemplaire	Abonnement annuel
États-Unis	6 \$ CA	72 \$ CA
Autres pays	10 \$ CA	120 \$ CA

Les prix ne comprennent pas les taxes de ventes.

La version imprimée peut être commandée par

- Téléphone (Canada et États-Unis) **1 800 267-6677**
- Télécopieur (Canada et États-Unis) **1 877 287-4369**
- Courriel **order@statcan.ca**
- Poste
Statistique Canada
Division de la diffusion
Gestion de la circulation
120, avenue Parkdale
Ottawa (Ontario) K1A 0T6
- En personne au bureau régional de Statistique Canada le plus près de votre localité.

Lorsque vous signalez un changement d'adresse, veuillez nous fournir l'ancienne et la nouvelle adresse.

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois, et ce, dans la langue officielle de leur choix. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle qui doivent être observées par les employés lorsqu'ils offrent des services à la clientèle. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1 800 263-1136.



Statistique Canada
Division de l'investissement et du stock de capital
Section des indicateurs courants de l'investissement

Permis de bâtir

Janvier 2002

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Ministre de l'Industrie, 2002

Tous droits réservés. Il est interdit de reproduire ou de transmettre le contenu de la présente publication, sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, enregistrement sur support magnétique, reproduction électronique, mécanique, photographique, ou autre, ou de l'emmagasiner dans un système de recouvrement, sans l'autorisation écrite préalable des Services de concession des droits de licence, Division du marketing, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.

Mars 2002

N° 64-001-XIF au catalogue, vol. 46 n° 1
ISSN 1496-3949

Périodicité : mensuel

Ottawa

This publication is available in English upon request.

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population, les entreprises, les administrations canadiennes et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques précises et actuelles.

Signes conventionnels

Les signes conventionnels suivants sont employés uniformément dans les publications de Statistique Canada :

- . indisponible pour toute période de référence
- .. indisponible pour une période de référence précise
- ... n'ayant pas lieu de figurer
- P préliminaire
- r rectifié
- x confidentiel en vertu des dispositions de la *Loi sur la statistique*
- E à utiliser avec prudence
- F trop peu fiable pour être publié

Cette publication a été rédigée sous la direction de :

- **P. Koumanakos**, Directeur, Division de l'investissement et du stock de capital
- **M. Labonté**, Chef, Section des indicateurs courants de l'investissement
- **É. Saint-Pierre**, Chef d'unité, secteur résidentiel, Section des indicateurs courants de l'investissement
- **V. Gaudreault**, Chef d'unité, secteur non-résidentiel, Section des indicateurs courants de l'investissement
- **D. Legault**, Programmeur-Analyste, Section des indicateurs courants de l'investissement
- **V. Clarke**, Contrôle de qualité, Section des indicateurs courants de l'investissement

Abréviations géographiques

A.R.	–	Agglomération de recensement	PD	–	Planning District
BOR	–	Borough	PDR	–	Planning District Remainder
C	–	City/Cité	RCR	–	Rural County Remainder
C.A.	–	Census Agglomeration	RGM	–	Regional Municipality
CC	–	Chartered Community	R.M.R.	–	Région métropolitaine de recensement
CDR	–	Census Division Remainder	RDR	–	Regional District Remainder
CM	–	County (Municipality)	RM	–	Rural Municipality
C.M.A.	–	Census Metropolitan Area	RV	–	Resort Village
COM	–	Community	SA	–	Special Area
CR	–	County Remainder	S–E	–	Indian Settlement/Établissement indien
CT	–	Canton	SCM	–	Subdivision of County Municipality
CU	–	Cantons-Unis	SD	–	Sans désignation
DM	–	District (Municipality)	SET	–	Settlement
HAM	–	Hamlet	SM	–	Specialize Municipality
ID	–	Improvement District	SRD	–	Subdivision of Regional District
IGD	–	Indian Government District	SUN	–	Subdivision of Unorganized District
LGD	–	Local Government District	SV	–	Summer Village
LOT	–	Lot and Royalty	T	–	Town
M	–	Municipalité	T.N.O.	–	Territoires du Nord-Ouest
MD	–	Municipal District	TP	–	Township
NH	–	Northern Hamlet	UCR	–	Urban County Remainder
NT	–	Northern Town	UNO	–	Unorganized/Non organisé
NV	–	Northern Village	V	–	Ville
N.W.T.	–	NorthWest Territories	VC	–	Village Cri
P	–	Paroisse	VL	–	Village
PAR	–	Parish	VN	–	Village Nordique

Avis important

Les changements de limites territoriales, de status et de noms d'entités géographiques qui ont eu lieu avant janvier 2001 sont inclus dans la présente publication. Ces changements géographiques sont disponibles en écrivant à:

Statistique Canada
 Division de l'investissement et du stock de capital
 Section des indicateurs courants de l'investissement
 9 D-2, Édifice Jean Talon
 Tunney's Pasture
 Ottawa, Ontario
 K1A 0T6
 ou en téléphonant au: (613) 951-9689
 bdp_information@statcan.ca

Note concernant CANSIM

Les données qui sont publiées dans Permis de bâtir (n° 64-001-XIF au catalogue) peuvent être obtenues sous forme lisible par machine, de CANSIM (Système Canadien d'information socio-économique). Les utilisateurs voulant obtenir des chiffres par l'intermédiaire de CANSIM peuvent contacter un des centres de consultation de Statistique Canada dont les numéros de téléphone figurent au verso du couvert de cette publication ou en communiquant directement avec la Division du Marketing, Statistique Canada, Immeuble R.H. Coats, Ottawa, Ontario, K1A 0T6 (613) 951-8200.

Table des matières

	Page
Partie I – Analyse	
Faits saillants	v
Aperçu mensuel	v
Graphiques	vii
Partie II – Tableaux (désaisonnalisés)	
1. Valeur totale des permis de bâtir, provinces et territoires (périodes courantes)	1
2. Valeur des permis de bâtir non-résidentiels, provinces et territoires (périodes courantes)	1
3. Valeur des permis de bâtir résidentiels, provinces et territoires (périodes courantes)	2
4. Nombre d'unités de logement autorisées, provinces et territoires, désaisonnalisées à un taux annuel (périodes courantes)	2
5. Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non-résidentiels, provinces et territoires (périodes courantes)	3
6. Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement (périodes courantes)	5
Partie III – Tableaux (non désaisonnalisés)	
7. Unités de logement, provinces et territoires (périodes courantes)	8
8. Unités de logement, régions métropolitaines de recensement (périodes courantes)	10
9. Unités de logement, régions métropolitaines de recensement (cumulatif)	11
10. Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires (périodes courantes)	12
11. Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement (périodes courantes)	14
12. Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement (cumulatif)	15
13. Valeur des permis non résidentiels selon le genre de bâtiment, provinces et territoires (périodes courantes)	16
Partie IV – Méthodologie, concepts et diffusion des données	
Introduction	17
Méthodologie de l'enquête	17
Collecte de données	17
Types d'erreurs	17
Contrôle qualitatif	17
Fiabilité	18
Nature et fondement de la classification	18
Catégories de bâtiments	18
Classification géographique	19
Révisions territoriales	19
Révision des données	20
Désaisonnalisation	20
Disponibilité des données	20
Produits et services connexes	20
Formulaire d'enquête	21

Partie I – Analyse

Faits saillants

- L'élan imprimé par le niveau record de permis de construction de logements l'an dernier a débordé sur janvier 2002. Les constructeurs ont pris pour 2,4 milliards de dollars de permis de construction résidentielle, soit 24,9 % de plus qu'en décembre, ce qui constitue le meilleur résultat mensuel depuis janvier 1990.
- La hausse a été soutenue par des augmentations pour les logements unifamiliaux et multifamiliaux. Les municipalités ont délivré pour une valeur record de 22,0 milliards de dollars de permis de construction résidentielle l'an dernier.
- La valeur des permis de construction non résidentielle a aussi crû, mais moins. La valeur des permis de construction non résidentielle a monté de 6,8 % et atteint 1,4 milliard de dollars.
- Au total, les municipalités ont délivré pour 3,8 milliards de dollars de permis de bâtir, ce qui constitue une augmentation de 17,4 % par rapport à décembre et le plus haut chiffre mensuel depuis 12 ans. Cette valeur dépassait également de 3,2 % les intentions de janvier de l'an dernier.
- Le niveau des permis de construction résidentielle en janvier dépassait de 23,1 % les intentions de janvier 2001. Cependant, la valeur des permis de construction non résidentielle de janvier avait fléchi de 18,7 % de janvier de l'an dernier à janvier de cette année.
- À l'échelon des régions métropolitaines, on observe la meilleure progression par comparaison à l'an dernier (en dollars) à Edmonton et à Calgary, où le secteur résidentiel a joué un rôle clé, dans les deux cas. Alors que 22 des 26 régions métropolitaines constatent une amélioration en début d'année par rapport à l'an dernier dans le secteur résidentiel, 17 n'ont pas fait aussi bien qu'en janvier 2001 dans le secteur non résidentiel.
- Après un vif repli en décembre, la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux a fait en janvier un bond de 25,8 %, qui l'a portée à 561 millions de dollars, à la faveur d'une progression pour les logements semi-détachés et les maisons en rangée.
- Plusieurs facteurs ont contribué à propulser la valeur des permis de construction résidentielle, et notamment les faibles taux hypothécaires et leur effet positif sur l'abordabilité du logement, le haut niveau d'immigration et le resserrement des taux d'occupation des appartements dans plusieurs centres. Cela recoupe d'autres indicateurs du logement, qui traduisaient également un solide début d'année pour le marché de l'habitation en 2002. Le nombre de mises en chantier d'habitations a crû de 17,3 % en janvier, tandis que les ventes de maisons existantes dans les 25 principaux marchés du Canada ont augmenté de 12,0 %.
- C'est l'Ontario qui a fait la contribution de loin la plus considérable (+41,2 %, valeur totale de 1,1 milliard de dollars) à la solide progression par rapport à décembre, les permis de construction de logements unifamiliaux et multifamiliaux y ayant affiché des hausses appréciables de valeur. L'Alberta (+19,3 %) et le Québec (+16,2 %) suivaient, loin derrière. Pour chacune des trois provinces, ainsi que pour le Nouveau-Brunswick, les chiffres de construction résidentielle de janvier ont été les plus élevés de la dernière décennie. Le recul le plus net est survenu en Nouvelle-Écosse (-7,7 %), après le niveau élevé d'intentions de construction en décembre.

Les permis de construction commerciale et industrielle ont appuyé la progression dans le secteur non résidentiel

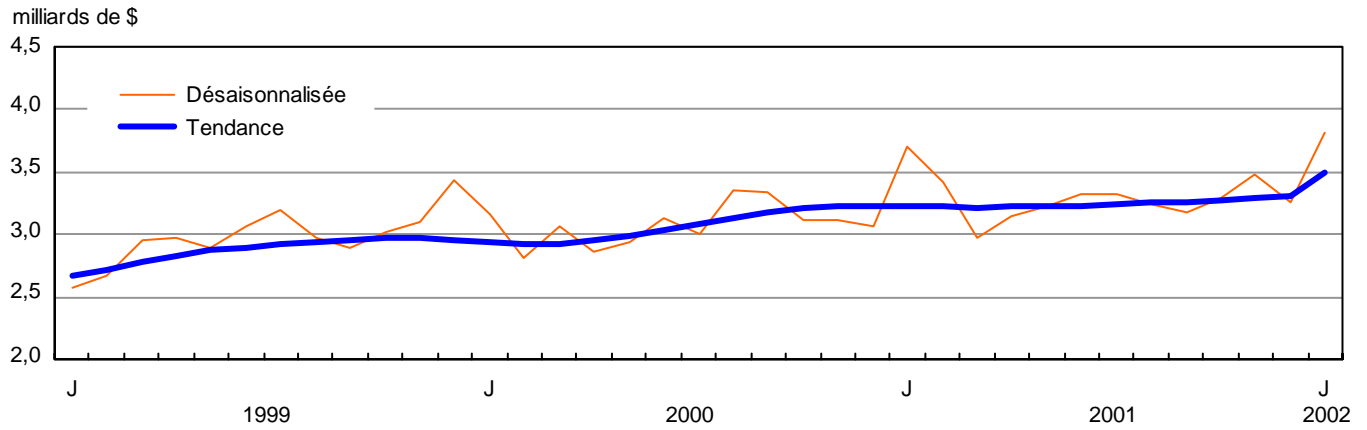
Des intentions records pour les logements unifamiliaux

- Les constructeurs ont pris pour 1,8 milliard de dollars de permis de construction de logements unifamiliaux en janvier, fracassant un record vieux de 12 ans. Cet accroissement de 24,6 % par rapport à décembre a donné une huitième hausse mensuelle de la valeur des permis de construction de logements unifamiliaux pour les neuf derniers mois. Les logements unifamiliaux neufs sont intervenus pour plus de 90 % de cette valeur; le reste avait trait à des projets de rénovation.
- Les permis pour les projets de construction industrielle et commerciale ont été le grand facteur de la progression de 6,8 % observée dans la construction non résidentielle en janvier.
- Les constructeurs ont pris pour 242 millions de dollars de permis de construction industrielle, soit un bond de 55,2 % par rapport à décembre; toutes les catégories ont participé à la hausse, sauf celle des fabriques et usines. L'augmentation la plus prononcée de la valeur des permis de construction industrielle est survenue au Québec (+214,6 %, valeur totale de 81 millions de dollars).

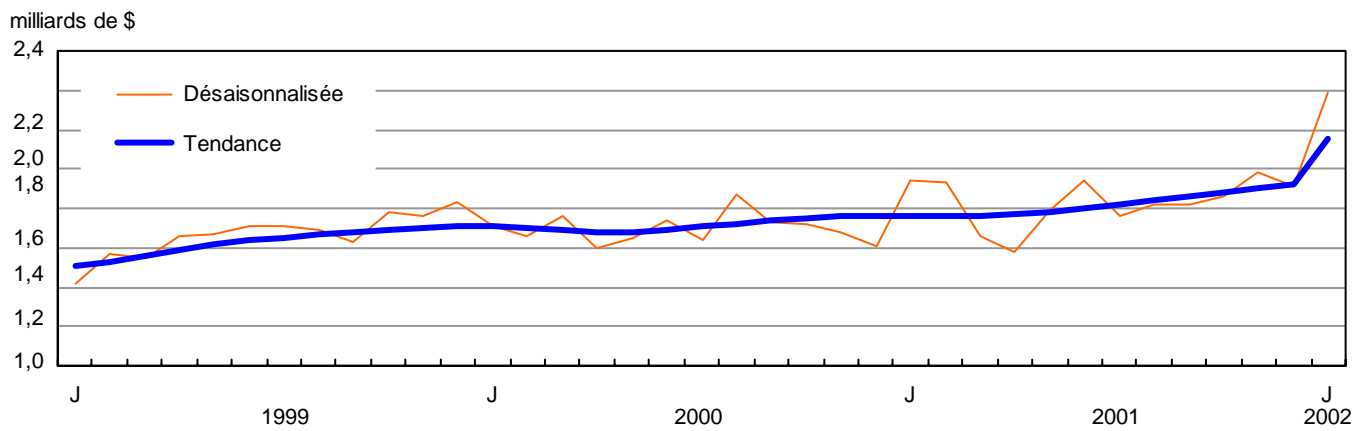
- La valeur des permis de construction commerciale a augmenté de 18,1 % et atteint 783 millions de dollars, grâce surtout aux bâtiments de loisirs et aux augmentations touchant des projets mineurs. La Colombie-Britannique a affiché l'augmentation la plus importante, ses projets de construction commerciale ayant plus que doublé.
- Dans la composante institutionnelle, les intentions ont reculé de 21,9 %, passant à 408 millions de dollars, tandis que les établissements d'enseignement ont accusé le recul le plus marqué. Malgré ce repli, la tendance de la composante institutionnelle poursuit sa progression. L'Alberta a subi la plus forte baisse de sa composante institutionnelle (-81,4 %, valeur totale de 13 millions de dollars).
- Une solide hausse des intentions de construction commerciale dans la région de Vancouver a valu à la Colombie-Britannique la meilleure augmentation dans le secteur non résidentiel (+65,4 %, valeur totale de 152 millions de dollars). L'Alberta a accusé la plus forte baisse mensuelle (-13,6 %, valeur totale de 189 millions de dollars), pour un deuxième mois d'affilée.
- Malgré l'augmentation de janvier, plusieurs indicateurs contribuent à expliquer la poursuite de la tendance à la baisse dans le secteur non résidentiel. Selon l'Enquête sur les perspectives du monde des affaires de Statistique Canada, seulement 17 % des fabricants ont conservé leur optimisme à propos des perspectives d'accroissement de la production au premier trimestre de 2002. La diminution des bénéfices d'exploitation des sociétés en 2001 et des taux d'utilisation de la capacité industrielle a peut-être nui au secteur. En outre, l'activité de construction non résidentielle devrait connaître un repli cette année, selon les intentions d'investissements privés et publics publiées le 27 février 2002.
- Les intentions de construction non résidentielle ont connu leur plus lent début d'année depuis 1999. Le total de 1,4 milliard de dollars de permis de construction délivrés en janvier représentait une baisse de 18,8 % par rapport à janvier 2001. Ce recul était attribuable à deux composantes : industrielle (-39,2 %) et commerciale (-22,2 %). Les projets de construction institutionnelle avaient augmenté de 13,5 % en janvier comparativement à un an plus tôt.
- L'Ontario (-29,5 %) et le Québec (-21,6 %) étaient loin derrière les niveaux de construction non résidentielle de janvier de l'an dernier. L'augmentation la plus prononcée est survenue en Alberta (+18,5 %, valeur totale de 189 millions de dollars), et elle s'explique dans une large mesure par une robuste progression dans la région d'Edmonton.

Permis de bâtir - Canada

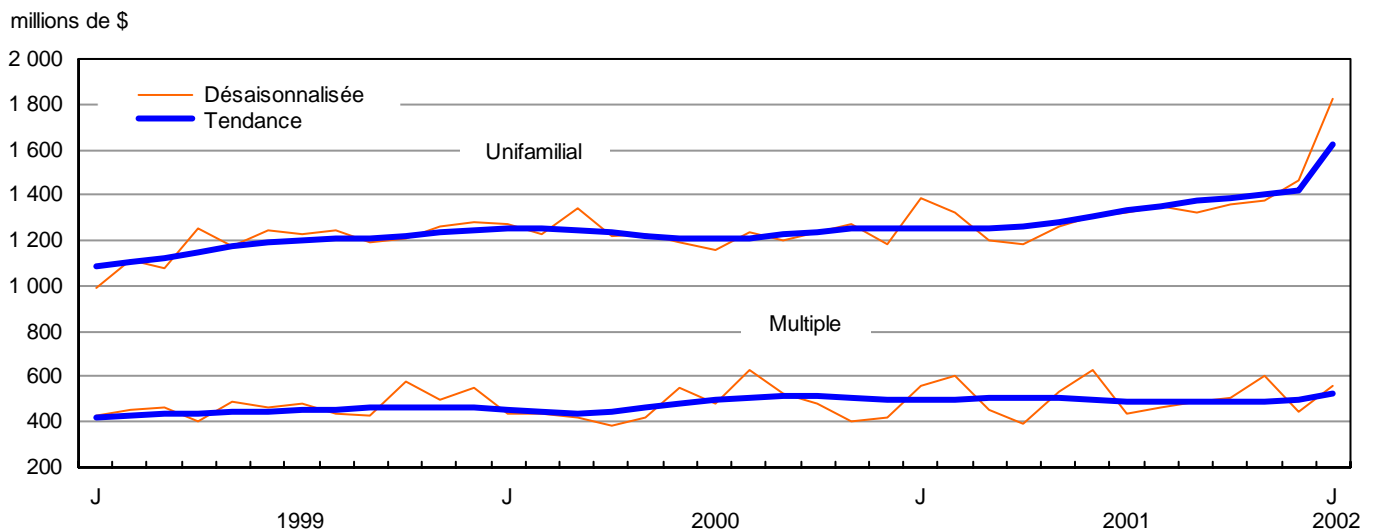
Valeur totale des permis de bâtir



Valeur résidentielle - total

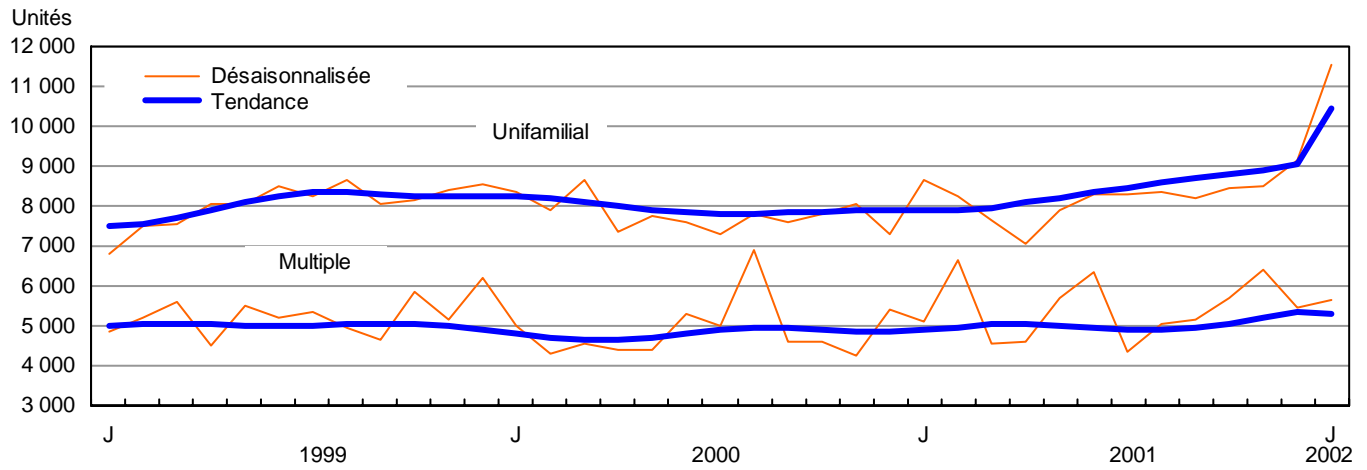


Valeur résidentielle - unifamilial et multiple

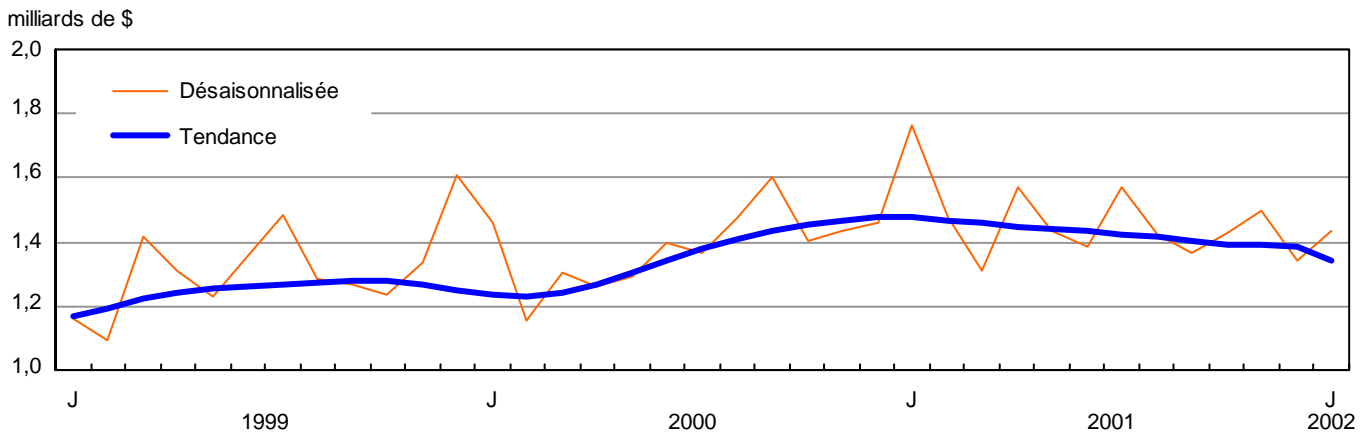


Permis de bâtir - Canada

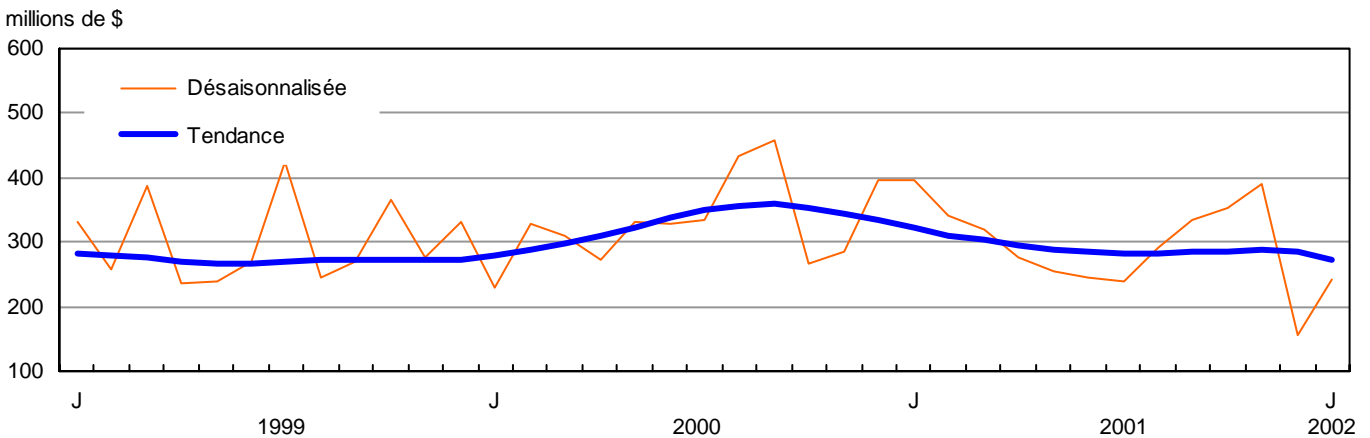
Nombre d'unités de logement - unifamilial et multiple



Valeur non résidentielle - total



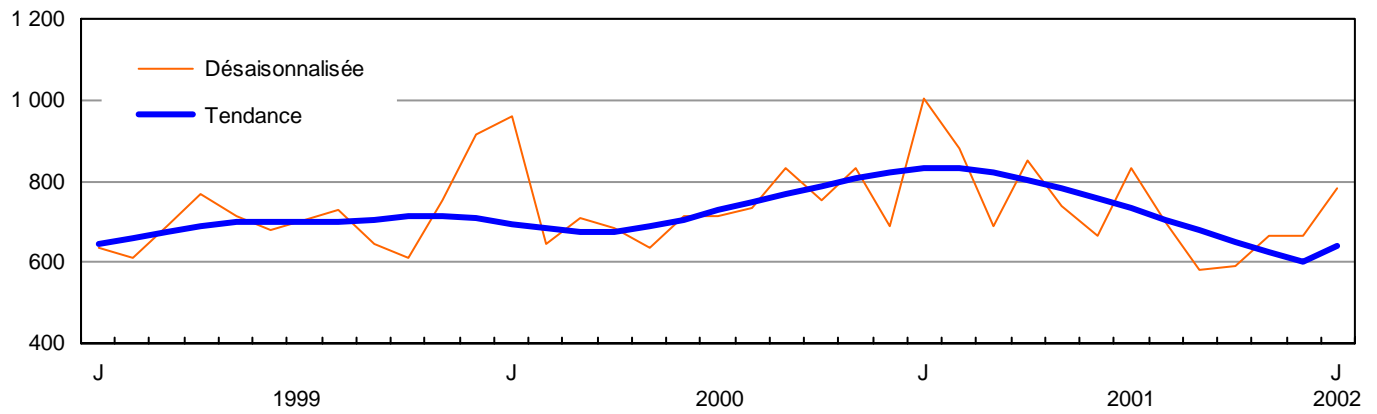
Valeur industrielle



Permis de bâtir - Canada

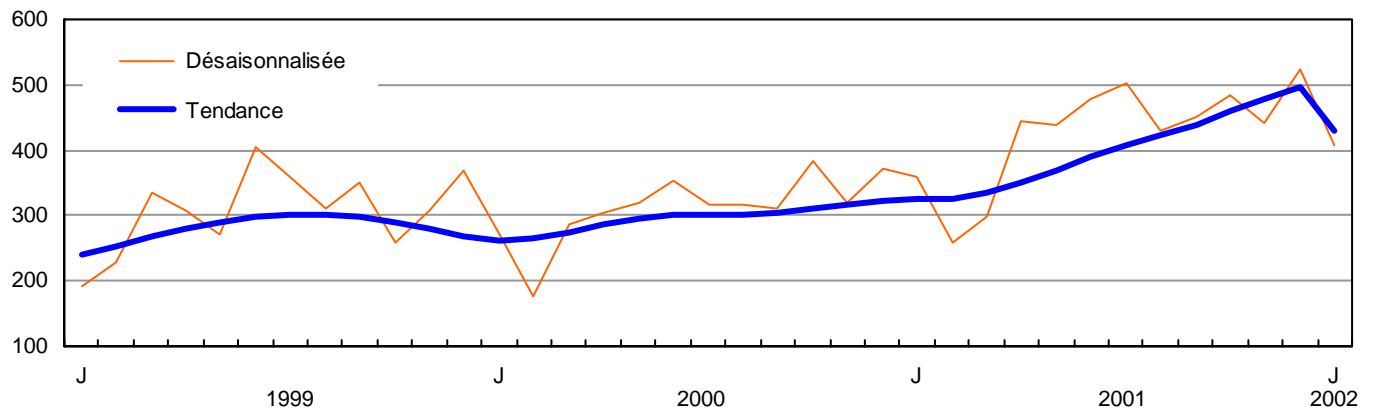
Valeur commerciale

millions de \$



Valeur institutionnelle et gouvernementale

millions de \$



PUBLICATIONS ÉLECTRONIQUES DISPONIBLES À
www.statcan.ca



Partie II – Tableaux (désaisonnalisés)

Tableau 1

Valeur totale des permis de bâtir, provinces et territoires, désaisonnalisés

Province/territoire	2002	2001	Jan. - Déc.	Déc. - Nov.	Nov. - Oct.	Oct. - Sept.	Sept. - Août	Août - Juil.
	Janvier ^p	Décembre ^r						
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	3 821 461	3 254 040	17,4	-6,3	5,5	3,5	-1,7	-2,7
Terre-Neuve-et-Labrador	21 132	22 644	-6,7	-9,5	7,9	13,0	-35,7	5,9
Île-du-Prince-Édouard	7 961	14 449	-44,9	24,2	-24,6	-44,9	-16,3	137,8
Nouvelle-Écosse	75 254	82 312	-8,6	78,3	4,1	-22,2	-7,5	-24,4
Nouveau-Brunswick	45 050	41 225	9,3	5,3	-35,3	18,7	-6,0	13,9
Québec	804 423	703 895	14,3	2,5	6,7	15,5	-1,3	3,0
Ontario	1 723 307	1 395 059	23,5	-11,3	8,1	5,6	-4,5	-4,2
Manitoba	70 621	58 686	20,3	-15,6	-0,3	32,1	-12,7	-7,5
Saskatchewan	61 068	36 906	65,5	-52,2	20,1	14,7	21,7	-35,0
Alberta	568 865	537 451	5,8	-16,4	39,6	-12,8	-7,1	20,2
Colombie-Britannique	432 212	358 087	20,7	21,1	-33,1	1,6	23,7	-22,0
Yukon	1 770	1 724	2,7	-42,3	108,3	-44,4	2,9	-86,7
Territoires du Nord-Ouest	9 798	1 592	515,5	-59,0	-68,2	2,6	98,7	-62,5
Nunavut	0	10	-100,0	-97,4	-67,4	-59,3	-78,6	207,4

Tableau 2

Valeur des permis de bâtir non-résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisés

Province/territoire	2002	2001	Jan. - Déc.	Déc. - Nov.	Nov. - Oct.	Oct. - Sept.	Sept. - Août	Août - Juil.
	Janvier ^p	Décembre ^r						
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	1 432 791	1 341 619	6,8	-10,3	4,6	4,7	-3,8	-9,6
Terre-Neuve-et-Labrador	4 174	2 495	67,3	-60,3	11,1	-34,3	-49,0	15,0
Île-du-Prince-Édouard	2 521	10 362	-75,7	64,9	-32,2	-59,5	-15,8	201,5
Nouvelle-Écosse	17 516	19 768	-11,4	149,5	-46,1	-21,8	-11,3	-35,3
Nouveau-Brunswick	14 048	15 655	-10,3	45,9	-71,3	56,6	-0,6	-3,7
Québec	370 912	330 720	12,2	-2,9	3,8	23,7	-2,6	3,5
Ontario	602 353	601 407	0,2	-2,5	1,1	15,6	-8,8	-15,7
Manitoba	33 125	29 418	12,6	-14,7	-7,4	22,7	0,8	-15,6
Saskatchewan	36 859	19 014	93,9	-65,9	12,5	52,2	38,4	-57,2
Alberta	189 332	219 194	-13,6	-29,4	69,9	-17,0	-17,2	32,3
Colombie-Britannique	151 855	91 813	65,4	-10,5	-30,1	-29,2	41,6	-31,9
Yukon	389	561	-30,7	-68,9	134,9	-41,9	1,7	-92,3
Territoires du Nord-Ouest	9 707	1 212	700,9	-7,3	-79,0	-8,1	116,2	-78,2
Nunavut	0	0	...	-100,0	-60,0	1 127,8	-99,4	528,7

Tableau 3

Valeur des permis de bâtir résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisés

Province/territoire	2002	2001	Jan. - Déc.	Déc. - Nov.	Nov. - Oct.	Oct. - Sept.	Sept. - Août	Août - Juil.
	Janvier ^p	Décembre ^r						
	milliers de dollars		variation en pourcentage					
Canada	2 388 670	1 912 421	24,9	-3,4	6,1	2,6	-0,1	3,4
Terre-Neuve-et-Labrador	16 958	20 149	-15,8	7,5	6,9	47,2	-20,8	-2,7
Île-du-Prince-Édouard	5 440	4 087	33,1	-23,6	-13,0	20,8	-18,7	24,0
Nouvelle-Écosse	57 738	62 544	-7,7	63,5	28,9	-22,5	-5,6	-17,1
Nouveau-Brunswick	31 002	25 570	21,2	-10,0	22,8	-14,7	-10,4	33,0
Québec	433 511	373 175	16,2	7,8	9,7	7,9	-0,1	2,6
Ontario	1 120 954	793 652	41,2	-17,0	13,1	-0,7	-1,6	5,4
Manitoba	37 496	29 268	28,1	-16,5	7,7	44,8	-26,0	2,4
Saskatchewan	24 209	17 892	35,3	-17,0	45,5	-37,1	4,3	41,3
Alberta	379 533	318 257	19,3	-4,3	19,7	-9,8	1,7	11,2
Colombie-Britannique	280 357	266 274	5,3	37,8	-34,6	29,5	10,9	-13,1
Yukon	1 381	1 163	18,7	-2,0	77,7	-47,0	4,2	-35,8
Territoires du Nord-Ouest	91	380	-76,1	-85,2	-56,9	16,8	79,5	79,9
Nunavut	0	10	-100,0	-91,2	-77,2	-82,2	-30,5	41,2

Tableau 4

Nombre d'unités de logement autorisées, provinces et territoires, désaisonnalisées à un taux annuel

Province/territoire	2002	2001	Jan. - Déc.	Déc. - Nov.	Nov. - Oct.	Oct. - Sept.	Sept. - Août	Août - Juil.
	Janvier ^p	Décembre ^r						
	unités		variation en pourcentage					
Canada	206 736	175 512	17,8	-2,1	5,7	5,7	-0,2	6,1
Terre-Neuve-et-Labrador	1 848	1 932	-4,3	1,9	9,0	34,3	-13,6	-2,3
Île-du-Prince-Édouard	1 032	744	38,7	10,7	-16,4	34,0	-24,2	20,0
Nouvelle-Écosse	6 240	7 164	-12,9	75,1	27,2	-18,3	3,5	-16,1
Nouveau-Brunswick	3 408	2 736	24,6	-27,6	52,2	-30,3	-7,8	59,4
Québec	40 332	32 988	22,3	-0,8	11,4	1,2	10,6	0,0
Ontario	84 876	69 444	22,2	-15,8	21,2	2,1	-3,7	6,1
Manitoba	3 360	2 256	48,9	-10,5	-24,5	64,5	-29,3	-12,5
Saskatchewan	3 276	2 064	58,7	-17,7	85,0	-52,9	-8,7	105,5
Alberta	41 592	36 948	12,6	7,6	10,6	-5,3	0,5	9,8
Colombie-Britannique	20 568	19 044	8,0	42,5	-49,8	62,9	4,2	0,8
Yukon	108	48	125,0	-69,2	160,0	-50,0	42,9	-53,3
Territoires du Nord-Ouest	96	144	-33,3	-29,4	-77,9	63,8	370,0	400,0
Nunavut	0	0	-100,0	-84,6	-60,6	120,0

Tableau 5

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non-résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisés

Mois	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction				Total	
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel				
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Canada									
Décembre ^f	9 170	5 456	14 626	1 912 421	155 767	662 686	523 166	1 341 619	3 254 040
Janvier ^p	11 558	5 670	17 228	2 388 670	241 695	782 661	408 435	1 432 791	3 821 461
Cumulatif janv. - jan. 2002	11 558	5 670	17 228	2 388 670	241 695	782 661	408 435	1 432 791	3 821 461
Cumulatif janv. - jan. 2001	8 638	5 123	13 761	1 940 442	397 749	1 005 721	359 930	1 763 400	3 703 842
Terre-Neuve-et-Labrador									
Décembre ^f	116	45	161	20 149	8	2 487	0	2 495	22 644
Janvier ^p	149	5	154	16 958	867	2 344	963	4 174	21 132
Cumulatif janv. - jan. 2002	149	5	154	16 958	867	2 344	963	4 174	21 132
Cumulatif janv. - jan. 2001	152	17	169	20 731	1	4 080	57	4 138	24 869
Île-du-Prince-Édouard									
Décembre ^f	33	29	62	4 087	1 519	6 873	1 970	10 362	14 449
Janvier ^p	56	30	86	5 440	197	2 324	0	2 521	7 961
Cumulatif janv. - jan. 2002	56	30	86	5 440	197	2 324	0	2 521	7 961
Cumulatif janv. - jan. 2001	73	0	73	5 727	40	5 623	410	6 073	11 800
Nouvelle-Écosse									
Décembre ^f	370	227	597	62 544	523	17 255	1 990	19 768	82 312
Janvier ^p	376	144	520	57 738	1 693	13 454	2 369	17 516	75 254
Cumulatif janv. - jan. 2002	376	144	520	57 738	1 693	13 454	2 369	17 516	75 254
Cumulatif janv. - jan. 2001	224	17	241	35 814	2 935	14 970	1 998	19 903	55 717
Nouveau-Brunswick									
Décembre ^f	204	24	228	25 570	3 031	10 193	2 431	15 655	41 225
Janvier ^p	252	32	284	31 002	1 011	12 219	818	14 048	45 050
Cumulatif janv. - jan. 2002	252	32	284	31 002	1 011	12 219	818	14 048	45 050
Cumulatif janv. - jan. 2001	209	27	236	24 477	1 232	7 853	2 149	11 234	35 711
Québec									
Décembre ^f	1 608	1 141	2 749	373 175	25 766	244 254	60 700	330 720	703 895
Janvier ^p	1 965	1 396	3 361	433 511	81 063	239 631	50 218	370 912	804 423
Cumulatif janv. - jan. 2002	1 965	1 396	3 361	433 511	81 063	239 631	50 218	370 912	804 423
Cumulatif janv. - jan. 2001	1 435	1 263	2 698	383 839	136 231	257 166	79 483	472 880	856 719
Ontario									
Décembre ^f	3 880	1 907	5 787	793 652	69 000	182 414	349 993	601 407	1 395 059
Janvier ^p	5 086	1 987	7 073	1 120 954	77 680	224 731	299 942	602 353	1 723 307
Cumulatif janv. - jan. 2002	5 086	1 987	7 073	1 120 954	77 680	224 731	299 942	602 353	1 723 307
Cumulatif janv. - jan. 2001	3 886	2 220	6 106	925 190	195 375	460 299	198 084	853 758	1 778 948
Manitoba									
Décembre ^f	170	18	188	29 268	6 826	21 097	1 495	29 418	58 686
Janvier ^p	258	22	280	37 496	4 667	23 444	5 014	33 125	70 621
Cumulatif janv. - jan. 2002	258	22	280	37 496	4 667	23 444	5 014	33 125	70 621
Cumulatif janv. - jan. 2001	202	18	220	29 818	2 892	19 966	2 488	25 346	55 164
Saskatchewan									
Décembre ^f	127	45	172	17 892	1 234	15 492	2 288	19 014	36 906
Janvier ^p	121	152	273	24 209	1 736	24 016	11 107	36 859	61 068
Cumulatif janv. - jan. 2002	121	152	273	24 209	1 736	24 016	11 107	36 859	61 068
Cumulatif janv. - jan. 2001	140	8	148	16 766	13 580	21 335	12 767	47 682	64 448

Tableau 5

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non-résidentiels, provinces et territoires, désaisonnalisés – fin

Mois	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					
	Unifami- liales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouver- nemental		
	unités			en milliers de dollars					
Alberta									
Décembre ^f	1 829	1 250	3 079	318 257	36 985	109 836	72 373	219 194	537 451
Janvier ^p	2 341	1 125	3 466	379 533	60 649	115 192	13 491	189 332	568 865
Cumulatif janv. - jan. 2002	2 341	1 125	3 466	379 533	60 649	115 192	13 491	189 332	568 865
Cumulatif janv. - jan. 2001	1 651	1 012	2 663	250 729	30 211	107 592	21 996	159 799	410 528
Colombie-Britannique									
Décembre ^f	818	769	1 587	266 274	10 871	51 176	29 766	91 813	358 087
Janvier ^p	937	777	1 714	280 357	11 734	124 981	15 140	151 855	432 212
Cumulatif janv. - jan. 2002	937	777	1 714	280 357	11 734	124 981	15 140	151 855	432 212
Cumulatif janv. - jan. 2001	639	541	1 180	244 015	14 902	106 076	40 488	161 466	405 481
Yukon									
Décembre ^f	4	0	4	1 163	4	397	160	561	1 724
Janvier ^p	9	0	9	1 381	75	288	26	389	1 770
Cumulatif janv. - jan. 2002	9	0	9	1 381	75	288	26	389	1 770
Cumulatif janv. - jan. 2001	27	0	27	2 855	16	447	10	473	3 328
Territoires du Nord-Ouest									
Décembre ^f	11	1	12	380	0	1 212	0	1 212	1 592
Janvier ^p	8	0	8	91	323	37	9 347	9 707	9 798
Cumulatif janv. - jan. 2002	8	0	8	91	323	37	9 347	9 707	9 798
Cumulatif janv. - jan. 2001	0	0	0	481	334	314	0	648	1 129
Nunavut									
Décembre ^f	0	0	0	10	0	0	0	0	10
Janvier ^p	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cumulatif janv. - jan. 2002	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cumulatif janv. - jan. 2001	0	0	0	0	0	0	0	0	0

¹ Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie: maison individuelle, maison mobile et chalet.

Tableau 6

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisés, 2002

Mois	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction				Total	
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel				
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Abbotsford, Colombie-Britannique									
Décembre ^f	39	0	39	4 501	254	3 062	0	3 316	7 817
Janvier ^p	51	0	51	7 290	1 025	953	670	2 648	9 938
Cumulatif janv. - jan. 2002	51	0	51	7 290	1 025	953	670	2 648	9 938
Cumulatif janv. - jan. 2001	31	0	31	4 952	2 418	1 211	4 764	8 393	13 345
Calgary, Alberta									
Décembre ^f	734	345	1 079	138 955	639	63 370	14 219	78 228	217 183
Janvier ^p	912	197	1 109	147 958	1 756	36 223	7 011	44 990	192 948
Cumulatif janv. - jan. 2002	912	197	1 109	147 958	1 756	36 223	7 011	44 990	192 948
Cumulatif janv. - jan. 2001	622	168	790	104 644	4 550	43 182	2 477	50 209	154 853
Chicoutimi-Jonquière, Québec									
Décembre ^f	14	27	41	4 399	310	758	20	1 088	5 487
Janvier ^p	17	23	40	4 647	72	587	16	675	5 322
Cumulatif janv. - jan. 2002	17	23	40	4 647	72	587	16	675	5 322
Cumulatif janv. - jan. 2001	5	11	16	2 261	1 829	1 720	429	3 978	6 239
Edmonton, Alberta									
Décembre ^f	448	641	1 089	84 557	5 607	26 560	47 245	79 412	163 969
Janvier ^p	564	517	1 081	99 772	43 735	31 707	3 996	79 438	179 210
Cumulatif janv. - jan. 2002	564	517	1 081	99 772	43 735	31 707	3 996	79 438	179 210
Cumulatif janv. - jan. 2001	348	59	407	43 731	10 028	33 141	8 957	52 126	95 857
Halifax, Nouvelle-Écosse									
Décembre ^f	213	170	383	40 401	0	1 171	1 100	2 271	42 672
Janvier ^p	187	122	309	36 392	0	4 204	820	5 024	41 416
Cumulatif janv. - jan. 2002	187	122	309	36 392	0	4 204	820	5 024	41 416
Cumulatif janv. - jan. 2001	110	9	119	19 459	155	2 404	82	2 641	22 100
Hamilton, Ontario									
Décembre ^f	103	100	203	23 317	1 902	9 293	17 617	28 812	52 129
Janvier ^p	253	115	368	52 748	1 253	11 608	8 951	21 812	74 560
Cumulatif janv. - jan. 2002	253	115	368	52 748	1 253	11 608	8 951	21 812	74 560
Cumulatif janv. - jan. 2001	159	178	337	41 071	3 458	22 032	32 543	58 033	99 104
Hull, Québec									
Décembre ^f	103	18	121	18 213	13	2 287	661	2 961	21 174
Janvier ^p	72	58	130	14 506	0	40 509	565	41 074	55 580
Cumulatif janv. - jan. 2002	72	58	130	14 506	0	40 509	565	41 074	55 580
Cumulatif janv. - jan. 2001	91	15	106	15 148	0	6 993	2 264	9 257	24 405
Kingston, Ontario									
Décembre ^f	29	0	29	3 822	42	700	430	1 172	4 994
Janvier ^p	30	0	30	3 579	358	2 809	7 867	11 034	14 613
Cumulatif janv. - jan. 2002	30	0	30	3 579	358	2 809	7 867	11 034	14 613
Cumulatif janv. - jan. 2001	21	44	65	8 446	235	10 193	208	10 636	19 082
Kitchener, Ontario									
Décembre ^f	291	113	404	50 940	1 898	6 535	31 914	40 347	91 287
Janvier ^p	280	43	323	44 919	1 485	12 491	12 725	26 701	71 620
Cumulatif janv. - jan. 2002	280	43	323	44 919	1 485	12 491	12 725	26 701	71 620
Cumulatif janv. - jan. 2001	159	50	209	28 467	3 397	18 838	2 303	24 538	53 005
London, Ontario									
Décembre ^f	140	13	153	19 947	2 468	3 125	28 266	33 859	53 806
Janvier ^p	188	32	220	28 321	1 392	4 646	25 390	31 428	59 749
Cumulatif janv. - jan. 2002	188	32	220	28 321	1 392	4 646	25 390	31 428	59 749
Cumulatif janv. - jan. 2001	82	2	84	11 718	534	25 307	18 144	43 985	55 703

Tableau 6

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisés, 2002 – suite

Mois	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Montréal, Québec									
Décembre ^f	793	724	1 517	203 294	10 211	176 987	30 209	217 407	420 701
Janvier ^p	985	900	1 885	253 079	31 852	167 067	15 228	214 147	467 226
Cumulatif janv. - jan. 2002	985	900	1 885	253 079	31 852	167 067	15 228	214 147	467 226
Cumulatif janv. - jan. 2001	758	904	1 662	229 452	80 620	197 893	38 298	316 811	546 263
Oshawa, Ontario									
Décembre ^f	137	199	336	35 634	10 278	2 738	804	13 820	49 454
Janvier ^p	173	19	192	27 772	0	3 756	7 943	11 699	39 471
Cumulatif janv. - jan. 2002	173	19	192	27 772	0	3 756	7 943	11 699	39 471
Cumulatif janv. - jan. 2001	124	20	144	20 051	3 419	3 132	1 411	7 962	28 013
Ottawa, Ontario									
Décembre ^f	284	163	447	54 265	678	39 016	36 003	75 697	129 962
Janvier ^p	197	196	393	52 345	719	21 599	1 414	23 732	76 077
Cumulatif janv. - jan. 2002	197	196	393	52 345	719	21 599	1 414	23 732	76 077
Cumulatif janv. - jan. 2001	406	120	526	72 885	21 905	70 037	3 645	95 587	168 472
Québec, Québec									
Décembre ^f	200	151	351	46 670	1 423	46 142	14 218	61 783	108 453
Janvier ^p	153	47	200	25 640	746	5 381	1 128	7 255	32 895
Cumulatif janv. - jan. 2002	153	47	200	25 640	746	5 381	1 128	7 255	32 895
Cumulatif janv. - jan. 2001	96	214	310	45 038	2 089	15 780	3 497	21 366	66 404
Regina, Saskatchewan									
Décembre ^f	48	45	93	7 451	165	4 954	40	5 159	12 610
Janvier ^p	43	0	43	6 198	377	9 360	240	9 977	16 175
Cumulatif janv. - jan. 2002	43	0	43	6 198	377	9 360	240	9 977	16 175
Cumulatif janv. - jan. 2001	46	0	46	4 800	450	7 249	8 467	16 166	20 966
Saint John, Nouveau-Brunswick									
Décembre ^f	35	0	35	4 533	1	758	12	771	5 304
Janvier ^p	49	6	55	5 882	0	1 905	1	1 906	7 788
Cumulatif janv. - jan. 2002	49	6	55	5 882	0	1 905	1	1 906	7 788
Cumulatif janv. - jan. 2001	17	2	19	2 573	352	1 813	148	2 313	4 886
Saskatoon, Saskatchewan									
Décembre ^f	59	0	59	7 270	662	4 203	307	5 172	12 442
Janvier ^p	48	146	194	14 121	668	8 072	1 447	10 187	24 308
Cumulatif janv. - jan. 2002	48	146	194	14 121	668	8 072	1 447	10 187	24 308
Cumulatif janv. - jan. 2001	52	8	60	6 470	12 868	6 608	237	19 713	26 183
Sherbrooke, Québec									
Décembre ^f	32	11	43	6 062	448	716	476	1 640	7 702
Janvier ^p	41	43	84	8 164	205	986	6 454	7 645	15 809
Cumulatif janv. - jan. 2002	41	43	84	8 164	205	986	6 454	7 645	15 809
Cumulatif janv. - jan. 2001	25	15	40	5 067	619	1 826	178	2 623	7 690
St. Catharines-Niagara, Ontario									
Décembre ^f	113	4	117	17 429	5 683	2 798	1 029	9 510	26 939
Janvier ^p	72	14	86	12 858	2 456	12 539	9 057	24 052	36 910
Cumulatif janv. - jan. 2002	72	14	86	12 858	2 456	12 539	9 057	24 052	36 910
Cumulatif janv. - jan. 2001	54	19	73	10 588	2 803	15 199	3 580	21 582	32 170
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador									
Décembre ^f	82	39	121	15 358	0	1 979	0	1 979	17 337
Janvier ^p	116	5	121	13 496	627	1 059	962	2 648	16 144
Cumulatif janv. - jan. 2002	116	5	121	13 496	627	1 059	962	2 648	16 144
Cumulatif janv. - jan. 2001	96	17	113	13 247	1	2 490	31	2 522	15 769

Tableau 6

Unités de logement, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, désaisonnalisés, 2002 – fin

Mois	Nombre d'unités de logement			Valeur estimative de la construction					
	Unifamiliales ¹	Multiples	Logements, total	Résidentiel	Non résidentiel			Total	
					Industriel	Commercial	Institutionnel et gouvernemental		
	unités			en milliers de dollars					
Sudbury, Ontario									
Décembre ^f	7	0	7	1 342	579	474	108	1 161	2 503
Janvier ^p	6	0	6	1 074	0	769	42	811	1 885
Cumulatif janv. - jan. 2002	6	0	6	1 074	0	769	42	811	1 885
Cumulatif janv. - jan. 2001	4	0	4	999	117	2 446	531	3 094	4 093
Thunder Bay, Ontario									
Décembre ^f	5	0	5	1 069	57	4 086	11 216	15 359	16 428
Janvier ^p	1	3	4	643	1 158	395	3 575	5 128	5 771
Cumulatif janv. - jan. 2002	1	3	4	643	1 158	395	3 575	5 128	5 771
Cumulatif janv. - jan. 2001	4	0	4	956	202	6 484	1 067	7 753	8 709
Toronto, Ontario									
Décembre ^f	1 403	1 093	2 496	352 236	13 271	67 588	179 768	260 627	612 863
Janvier ^p	2 552	1 177	3 729	641 176	17 777	66 880	109 407	194 064	835 240
Cumulatif janv. - jan. 2002	2 552	1 177	3 729	641 176	17 777	66 880	109 407	194 064	835 240
Cumulatif janv. - jan. 2001	1 858	1 498	3 356	537 055	70 895	242 281	71 093	384 269	921 324
Trois-Rivières, Québec									
Décembre ^f	21	2	23	3 905	1 004	7 821	114	8 939	12 844
Janvier ^p	8	37	45	6 943	221	573	3 921	4 715	11 658
Cumulatif janv. - jan. 2002	8	37	45	6 943	221	573	3 921	4 715	11 658
Cumulatif janv. - jan. 2001	2	8	10	2 398	559	2 067	9	2 635	5 033
Vancouver, Colombie-Britannique									
Décembre ^f	353	674	1 027	184 161	8 385	21 040	18 355	47 780	231 941
Janvier ^p	394	124	518	115 070	6 663	72 928	4 883	84 474	199 544
Cumulatif janv. - jan. 2002	394	124	518	115 070	6 663	72 928	4 883	84 474	199 544
Cumulatif janv. - jan. 2001	264	236	500	143 326	8 024	70 702	16 381	95 107	238 433
Victoria, Colombie-Britannique									
Décembre ^f	86	10	96	15 736	460	12 644	3 978	17 082	32 818
Janvier ^p	96	21	117	17 349	920	8 107	1 867	10 894	28 243
Cumulatif janv. - jan. 2002	96	21	117	17 349	920	8 107	1 867	10 894	28 243
Cumulatif janv. - jan. 2001	57	2	59	12 995	1 480	9 160	6 942	17 582	30 577
Windsor, Ontario									
Décembre ^f	196	74	270	36 597	7 848	10 312	4 771	22 931	59 528
Janvier ^p	115	16	131	21 501	1 290	15 451	4 208	20 949	42 450
Cumulatif janv. - jan. 2002	115	16	131	21 501	1 290	15 451	4 208	20 949	42 450
Cumulatif janv. - jan. 2001	85	20	105	15 601	1 527	12 890	12 523	26 940	42 541
Winnipeg, Manitoba									
Décembre ^f	98	0	98	13 760	1 846	10 581	870	13 297	27 057
Janvier ^p	139	0	139	20 020	2 029	15 373	3 581	20 983	41 003
Cumulatif janv. - jan. 2002	139	0	139	20 020	2 029	15 373	3 581	20 983	41 003
Cumulatif janv. - jan. 2001	102	15	117	15 392	2 259	16 435	516	19 210	34 602

¹ Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie: maison individuelle, maison mobile et chalet.

Partie III – Tableaux (non désaisonnalisés)

Tableau 7

Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2002

Mois	Nombre d'unités de logement						
	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appar- tements	Transfor- mations	Logements, total
Canada							
Décembre ^f	5 221	35	744	595	3 376	223	10 194
Janvier ^p	6 519	16	771	990	2 079	162	10 537
Cumulatif janv. - jan. 2002	6 519	16	771	990	2 079	162	10 537
Cumulatif janv. - jan. 2001	4 700	13	896	840	1 579	319	8 347
Terre-Neuve-et-Labrador							
Décembre ^f	51	0	0	0	34	0	85
Janvier ^p	28	1	0	0	2	0	31
Cumulatif janv. - jan. 2002	28	1	0	0	2	0	31
Cumulatif janv. - jan. 2001	23	0	8	0	0	2	33
Île-du-Prince-Édouard							
Décembre ^f	13	1	0	0	2	3	19
Janvier ^p	13	0	0	0	6	0	19
Cumulatif janv. - jan. 2002	13	0	0	0	6	0	19
Cumulatif janv. - jan. 2001	13	4	0	0	0	0	17
Nouvelle-Écosse							
Décembre ^f	174	8	2	0	196	1	381
Janvier ^p	164	2	0	9	114	6	295
Cumulatif janv. - jan. 2002	164	2	0	9	114	6	295
Cumulatif janv. - jan. 2001	100	1	0	0	8	3	112
Nouveau-Brunswick							
Décembre ^f	68	0	0	0	4	5	77
Janvier ^p	52	1	0	6	2	1	62
Cumulatif janv. - jan. 2002	52	1	0	6	2	1	62
Cumulatif janv. - jan. 2001	39	1	0	0	2	3	45
Québec							
Décembre ^f	789	14	46	51	1 139	109	2 148
Janvier ^p	808	4	67	46	474	73	1 472
Cumulatif janv. - jan. 2002	808	4	67	46	474	73	1 472
Cumulatif janv. - jan. 2001	612	0	24	6	504	51	1 197
Ontario							
Décembre ^f	2 264	6	546	442	543	79	3 880
Janvier ^p	3 127	1	571	770	356	47	4 872
Cumulatif janv. - jan. 2002	3 127	1	571	770	356	47	4 872
Cumulatif janv. - jan. 2001	2 376	1	784	662	363	199	4 385
Manitoba							
Décembre ^f	76	0	0	0	18	0	94
Janvier ^p	98	1	0	0	9	13	121
Cumulatif janv. - jan. 2002	98	1	0	0	9	13	121
Cumulatif janv. - jan. 2001	70	1	0	0	18	0	89

Tableau 7

Unités de logement, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2002 – fin

Mois	Nombre d'unités de logement						
	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appar- tements	Transfor- mations	Logements, total
Saskatchewan							
Décembre ^f	81	0	0	0	45	0	126
Janvier ^p	40	1	3	0	149	0	193
Cumulatif janv. - jan. 2002	40	1	3	0	149	0	193
Cumulatif janv. - jan. 2001	53	0	0	8	0	0	61
Alberta							
Décembre ^f	1 235	5	120	66	820	16	2 262
Janvier ^p	1 546	2	101	44	739	0	2 432
Cumulatif janv. - jan. 2002	1 546	2	101	44	739	0	2 432
Cumulatif janv. - jan. 2001	984	5	58	107	377	45	1 576
Colombie-Britannique							
Décembre ^f	465	1	30	36	575	9	1 116
Janvier ^p	641	3	29	115	228	22	1 038
Cumulatif janv. - jan. 2002	641	3	29	115	228	22	1 038
Cumulatif janv. - jan. 2001	424	0	22	57	307	16	826
Yukon							
Décembre ^f	2	0	0	0	0	0	2
Janvier ^p	1	0	0	0	0	0	1
Cumulatif janv. - jan. 2002	1	0	0	0	0	0	1
Cumulatif janv. - jan. 2001	6	0	0	0	0	0	6
Territoires du Nord-Ouest							
Décembre ^f	3	0	0	0	0	1	4
Janvier ^p	1	0	0	0	0	0	1
Cumulatif janv. - jan. 2002	1	0	0	0	0	0	1
Cumulatif janv. - jan. 2001	0	0	0	0	0	0	0
Nunavut							
Décembre ^f	0	0	0	0	0	0	0
Janvier ^p	0	0	0	0	0	0	0
Cumulatif janv. - jan. 2002	0	0	0	0	0	0	0
Cumulatif janv. - jan. 2001	0	0	0	0	0	0	0

Tableau 8

Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisés, janvier 2002

Région métropolitaine de recensement	Nombre d'unités de logement						Logements, total
	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appar-tements	Transfor-mations	
Abbotsford, Colombie-Britannique	40	0	0	0	0	0	40
Calgary, Alberta	696	0	24	27	150	0	897
Chicoutimi-Jonquière, Québec	9	0	1	0	4	7	21
Edmonton, Alberta	431	0	57	0	472	0	960
Halifax, Nouvelle-Écosse	107	0	0	9	112	1	229
Hamilton, Ontario	176	0	10	94	0	9	289
Hull, Québec	37	0	12	7	8	3	67
Kingston, Ontario	21	0	0	0	0	0	21
Kitchener, Ontario	195	0	12	25	4	1	237
London, Ontario	131	0	2	27	0	2	162
Montréal, Québec	506	0	28	35	372	28	969
Oshawa, Ontario	120	0	5	13	0	1	139
Ottawa, Ontario	137	0	8	175	2	7	329
Québec, Québec	78	0	2	0	10	13	103
Regina, Saskatchewan	17	0	0	0	0	0	17
Saint John, Nouveau-Brunswick	9	0	0	6	0	0	15
Saskatoon, Saskatchewan	19	0	3	0	143	0	165
Sherbrooke, Québec	21	0	4	0	18	0	43
St. Catharines-Niagara, Ontario	50	0	6	4	4	0	64
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	27	0	0	0	2	0	29
Sudbury, Ontario	4	0	0	0	0	0	4
Thunder Bay, Ontario	1	0	0	0	0	3	4
Toronto, Ontario	1 775	0	465	367	320	2	2 929
Trois-Rivières, Québec	4	0	0	4	11	4	23
Vancouver, Colombie-Britannique	312	0	14	62	73	14	475
Victoria, Colombie-Britannique	74	2	0	10	10	7	103
Windsor, Ontario	80	0	6	9	0	1	96
Winnipeg, Manitoba	72	0	0	0	0	0	72

Tableau 9

Unités de logement, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisés, janvier – janvier 2002

Région métropolitaine de recensement	Nombre d'unités de logement						Logements, total
	Unifamiliales, inclus maisons mobiles	Chalets	Doubles	Rangées	Appar-tements	Transfor-mations	
Abbotsford, Colombie-Britannique	40	0	0	0	0	0	40
Calgary, Alberta	696	0	24	27	150	0	897
Chicoutimi-Jonquière, Québec	9	0	1	0	4	7	21
Edmonton, Alberta	431	0	57	0	472	0	960
Halifax, Nouvelle-Écosse	107	0	0	9	112	1	229
Hamilton, Ontario	176	0	10	94	0	9	289
Hull, Québec	37	0	12	7	8	3	67
Kingston, Ontario	21	0	0	0	0	0	21
Kitchener, Ontario	195	0	12	25	4	1	237
London, Ontario	131	0	2	27	0	2	162
Montréal, Québec	506	0	28	35	372	28	969
Oshawa, Ontario	120	0	5	13	0	1	139
Ottawa, Ontario	137	0	8	175	2	7	329
Québec, Québec	78	0	2	0	10	13	103
Regina, Saskatchewan	17	0	0	0	0	0	17
Saint John, Nouveau-Brunswick	9	0	0	6	0	0	15
Saskatoon, Saskatchewan	19	0	3	0	143	0	165
Sherbrooke, Québec	21	0	4	0	18	0	43
St. Catharines-Niagara, Ontario	50	0	6	4	4	0	64
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	27	0	0	0	2	0	29
Sudbury, Ontario	4	0	0	0	0	0	4
Thunder Bay, Ontario	1	0	0	0	0	3	4
Toronto, Ontario	1 775	0	465	367	320	2	2 929
Trois-Rivières, Québec	4	0	0	4	11	4	23
Vancouver, Colombie-Britannique	312	0	14	62	73	14	475
Victoria, Colombie-Britannique	74	2	0	10	10	7	103
Windsor, Ontario	80	0	6	9	0	1	96
Winnipeg, Manitoba	72	0	0	0	0	0	72

Tableau 10

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2002

Mois	Valeur de la construction (en milliers de dollars)				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouver- nemental	
Canada					
Décembre ^f	1 254 683	152 413	633 027	396 689	2 436 812
Janvier ^p	1 401 237	169 088	489 026	354 449	2 413 800
Cumulatif janv. - jan. 2002	1 401 237	169 088	489 026	354 449	2 413 800
Cumulatif janv. - jan. 2001	1 157 371	284 611	630 183	322 445	2 394 610
Terre-Neuve-et-Labrador					
Décembre ^f	8 430	8	1 278	0	9 716
Janvier ^p	3 167	867	1 106	963	6 103
Cumulatif janv. - jan. 2002	3 167	867	1 106	963	6 103
Cumulatif janv. - jan. 2001	3 803	1	2 500	57	6 361
Île-du-Prince-Édouard					
Décembre ^f	1 776	1 519	6 873	1 970	12 138
Janvier ^p	1 884	197	2 324	0	4 405
Cumulatif janv. - jan. 2002	1 884	197	2 324	0	4 405
Cumulatif janv. - jan. 2001	1 441	40	5 623	410	7 514
Nouvelle-Écosse					
Décembre ^f	37 473	478	13 928	1 990	53 869
Janvier ^p	30 181	769	7 520	2 369	40 839
Cumulatif janv. - jan. 2002	30 181	769	7 520	2 369	40 839
Cumulatif janv. - jan. 2001	14 881	1 670	8 074	1 998	26 623
Nouveau-Brunswick					
Décembre ^f	7 625	3 031	10 193	2 431	23 280
Janvier ^p	5 405	1 011	12 219	818	19 453
Cumulatif janv. - jan. 2002	5 405	1 011	12 219	818	19 453
Cumulatif janv. - jan. 2001	3 783	1 232	7 853	2 149	15 017
Québec					
Décembre ^f	230 405	37 258	270 698	50 190	588 551
Janvier ^p	188 223	41 191	131 655	20 613	381 682
Cumulatif janv. - jan. 2002	188 223	41 191	131 655	20 613	381 682
Cumulatif janv. - jan. 2001	165 364	84 165	130 642	32 231	412 402
Ontario					
Décembre ^f	537 401	55 252	172 302	253 149	1 018 104
Janvier ^p	718 497	48 556	149 879	281 216	1 198 148
Cumulatif janv. - jan. 2002	718 497	48 556	149 879	281 216	1 198 148
Cumulatif janv. - jan. 2001	599 315	137 136	310 042	212 491	1 258 984
Manitoba					
Décembre ^f	12 453	6 826	15 143	1 495	35 917
Janvier ^p	14 815	4 667	19 847	5 014	44 343
Cumulatif janv. - jan. 2002	14 815	4 667	19 847	5 014	44 343
Cumulatif janv. - jan. 2001	11 448	2 892	14 053	2 488	30 881
Saskatchewan					
Décembre ^f	10 821	1 234	12 678	2 288	27 021
Janvier ^p	14 985	1 736	15 127	11 107	42 955
Cumulatif janv. - jan. 2002	14 985	1 736	15 127	11 107	42 955
Cumulatif janv. - jan. 2001	6 636	13 580	13 786	12 767	46 769

Tableau 10

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, provinces et territoires, non désaisonnalisés, 2002 – fin

Mois	Valeur de la construction (en milliers de dollars)				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouver- nemental	
Alberta					
Décembre ^f	221 461	36 985	76 285	53 250	387 981
Janvier ^p	254 840	60 649	81 717	7 836	405 042
Cumulatif janv. - jan. 2002	254 840	60 649	81 717	7 836	405 042
Cumulatif janv. - jan. 2001	161 820	30 211	80 948	17 356	290 335
Colombie-Britannique					
Décembre ^f	186 051	9 818	52 040	29 766	277 675
Janvier ^p	168 893	9 047	67 307	15 140	260 387
Cumulatif janv. - jan. 2002	168 893	9 047	67 307	15 140	260 387
Cumulatif janv. - jan. 2001	187 829	13 334	55 901	40 488	297 552
Yukon					
Décembre ^f	397	4	397	160	958
Janvier ^p	256	75	288	26	645
Cumulatif janv. - jan. 2002	256	75	288	26	645
Cumulatif janv. - jan. 2001	570	16	447	10	1 043
Territoires du Nord-Ouest					
Décembre ^f	380	0	1 212	0	1 592
Janvier ^p	91	323	37	9 347	9 798
Cumulatif janv. - jan. 2002	91	323	37	9 347	9 798
Cumulatif janv. - jan. 2001	481	334	314	0	1 129
Nunavut					
Décembre ^f	10	0	0	0	10
Janvier ^p	0	0	0	0	0
Cumulatif janv. - jan. 2002	0	0	0	0	0
Cumulatif janv. - jan. 2001	0	0	0	0	0

Tableau 11

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, non désaisonnalisés, janvier 2002

Région métropolitaine de recensement	Valeur de la construction (en milliers de dollars)				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouver- nemental	
Abbotsford, Colombie-Britannique	5 674	705	537	670	7 586
Calgary, Alberta	112 973	1 756	30 317	3 409	148 455
Chicoutimi-Jonquière, Québec	2 302	56	331	8	2 697
Edmonton, Alberta	80 335	43 735	26 538	1 943	152 551
Halifax, Nouvelle-Écosse	23 229	0	4 204	820	28 253
Hamilton, Ontario	37 756	983	7 702	9 435	55 876
Hull, Québec	7 244	0	22 842	288	30 374
Kingston, Ontario	2 489	281	1 864	8 293	12 927
Kitchener, Ontario	31 696	1 165	8 288	13 414	54 563
London, Ontario	20 005	1 092	3 083	26 764	50 944
Montréal, Québec	126 921	24 810	94 204	7 763	253 698
Oshawa, Ontario	19 468	0	2 492	8 373	30 333
Ottawa, Ontario	38 341	564	14 331	1 490	54 726
Québec, Québec	12 286	581	3 034	575	16 476
Regina, Saskatchewan	3 428	377	6 321	240	10 366
Saint John, Nouveau-Brunswick	1 485	0	1 905	1	3 391
Saskatoon, Saskatchewan	10 667	668	5 451	1 447	18 233
Sherbrooke, Québec	4 051	160	556	3 290	8 057
St. Catharines-Niagara, Ontario	9 069	1 926	8 320	9 547	28 862
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	2 976	627	810	962	5 375
Sudbury, Ontario	752	0	510	44	1 306
Thunder Bay, Ontario	455	908	262	3 769	5 394
Toronto, Ontario	461 274	13 943	44 376	115 328	634 921
Trois-Rivières, Québec	3 840	172	323	1 999	6 334
Vancouver, Colombie-Britannique	98 030	4 583	41 084	4 883	148 580
Victoria, Colombie-Britannique	14 428	633	4 567	1 867	21 495
Windsor, Ontario	15 176	1 012	10 252	4 436	30 876
Winnipeg, Manitoba	10 527	2 029	13 071	3 581	29 208

Tableau 12

Valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, régions métropolitaines de recensement, janvier – janvier 2002

Région métropolitaine de recensement	Valeur de la construction (en milliers de dollars)				Total
	Résidentiel	Non résidentiel			
		Industriel	Commercial	Institutionnel et gouver- nemental	
Abbotsford, Colombie-Britannique	5 674	705	537	670	7 586
Calgary, Alberta	112 973	1 756	30 317	3 409	148 455
Chicoutimi-Jonquière, Québec	2 302	56	331	8	2 697
Edmonton, Alberta	80 335	43 735	26 538	1 943	152 551
Halifax, Nouvelle-Écosse	23 229	0	4 204	820	28 253
Hamilton, Ontario	37 756	983	7 702	9 435	55 876
Hull, Québec	7 244	0	22 842	288	30 374
Kingston, Ontario	2 489	281	1 864	8 293	12 927
Kitchener, Ontario	31 696	1 165	8 288	13 414	54 563
London, Ontario	20 005	1 092	3 083	26 764	50 944
Montréal, Québec	126 921	24 810	94 204	7 763	253 698
Oshawa, Ontario	19 468	0	2 492	8 373	30 333
Ottawa, Ontario	38 341	564	14 331	1 490	54 726
Québec, Québec	12 286	581	3 034	575	16 476
Regina, Saskatchewan	3 428	377	6 321	240	10 366
Saint John, Nouveau-Brunswick	1 485	0	1 905	1	3 391
Saskatoon, Saskatchewan	10 667	668	5 451	1 447	18 233
Sherbrooke, Québec	4 051	160	556	3 290	8 057
St. Catharines-Niagara, Ontario	9 069	1 926	8 320	9 547	28 862
St. John's, Terre-Neuve-et-Labrador	2 976	627	810	962	5 375
Sudbury, Ontario	752	0	510	44	1 306
Thunder Bay, Ontario	455	908	262	3 769	5 394
Toronto, Ontario	461 274	13 943	44 376	115 328	634 921
Trois-Rivières, Québec	3 840	172	323	1 999	6 334
Vancouver, Colombie-Britannique	98 030	4 583	41 084	4 883	148 580
Victoria, Colombie-Britannique	14 428	633	4 567	1 867	21 495
Windsor, Ontario	15 176	1 012	10 252	4 436	30 876
Winnipeg, Manitoba	10 527	2 029	13 071	3 581	29 208

Tableau 13

Valeur des permis non résidentiels selon le genre de bâtiment, provinces et territoires, janvier 2002

Genre de bâtiment	Canada	T.-N.-Lab.	Î.P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon	T.N.-O.	Nunavut
	milliers de dollars													
Non résidentiel, total	1 012 563	2 936	2 521	10 658	14 048	193 459	479 651	29 528	27 970	150 202	91 494	389	9 707	0
Industriel	169 088	867	197	769	1 011	41 191	48 556	4 667	1 736	60 649	9 047	75	323	0
Usines, fabriques	55 467	0	0	0	250	16 144	28 144	0	280	6 912	3 737	0	0	0
Transports, services	57 784	593	0	0	456	5 878	963	980	448	47 966	500	0	0	0
Mines et agriculture	20 196	0	0	0	0	11 915	5 108	2 300	400	473	0	0	0	0
Projets industriels mineurs, neuf et améliorations ¹	35 641	274	197	769	305	7 254	14 341	1 387	608	5 298	4 810	75	323	0
Commercial	489 026	1 106	2 324	7 520	12 219	131 655	149 879	19 847	15 127	81 717	67 307	288	37	0
Commerces et services	133 337	0	1 120	1 095	0	50 221	36 406	4 120	4 133	24 471	11 771	0	0	0
Entrepôts	43 930	0	0	0	1 328	8 947	9 489	7 841	1 400	8 098	6 827	0	0	0
Postes d'essence	11 140	0	0	0	475	0	3 250	0	0	4 665	2 750	0	0	0
Edifices à bureaux	96 530	0	675	0	6 719	37 563	28 509	2 535	3 041	10 628	6 860	0	0	0
Loisirs	49 666	0	0	0	1 300	4 470	31 627	330	2 500	5 439	4 000	0	0	0
Hôtels, restaurants	52 624	250	0	1 800	0	9 370	8 170	1 020	729	11 892	19 393	0	0	0
Laboratoires	1 765	0	0	0	0	1 365	0	0	0	400	0	0	0	0
Projets commerciaux mineurs, neuf et améliorations ¹	100 034	856	529	4 625	2 397	19 719	32 428	4 001	3 324	16 124	15 706	288	37	0
Institutionnel et gouvernemental	354 449	963	0	2 369	818	20 613	281 216	5 014	11 107	7 836	15 140	26	9 347	0
Écoles, éducation	157 791	0	0	560	0	11 178	129 005	4 670	9 350	700	2 328	0	0	0
Hôpitaux, médical	70 042	0	0	0	0	1 081	61 254	0	514	4 852	2 341	0	0	0
Bien-être, foyers	70 705	0	0	0	0	575	68 044	0	666	420	1 000	0	0	0
Églises, religion	9 838	0	0	750	0	2 300	5 386	0	0	802	600	0	0	0
Bureaux gouvernementaux	31 192	962	0	0	0	2 356	13 025	0	0	0	5 502	0	9 347	0
Projets institutionnels et gouvernementaux mineurs, neuf et améliorations ¹	14 881	1	0	1 059	818	3 123	4 502	344	577	1 062	3 369	26	0	0

¹ Réfère aux projets dont la valeur est inférieure à \$250,000 pour lesquels la ventilation par genre de bâtiment n'est pas disponible.

Partie IV – Méthodologie, concepts et diffusion des données

Introduction

L'enquête mensuelle sur les permis de bâtir menée auprès des municipalités canadiennes vise à recueillir des informations sur les intentions de construction. Les résultats de cette enquête servent d'une part de base de référence à la S.C.H.L.¹ dont l'un des mandats est d'effectuer le relevé mensuel du nombre de logements mis en chantier et parachevés. D'autre part, la statistique sur les permis de bâtir constitue un élément essentiel dans le calcul des dépenses d'immobilisation. De plus l'émission du permis de bâtir étant l'une des premières étapes du processus de construction, cette statistique est grandement utilisée comme indicateur avancé de cette activité.

Méthodologie de l'enquête

L'enquête « Permis de bâtir » vise toutes les municipalités canadiennes émettant des permis. Celles-ci au nombre de 2,350 en provenance de toutes les provinces et territoires regroupent 95% de la population canadienne. Elles ne font pas l'objet d'un échantillon prédéterminé et la participation à cette enquête est obligatoire. En pratique, toutes les agglomérations urbaines y sont représentées ainsi qu'un bon pourcentage des municipalités rurales. Sauf exception, l'enquête couvre au minimum les municipalités déjà incluses dans l'enquête « Logements mis en chantier et parachevés ». Sur une base régulière les municipalités non-répondantes et émettant des permis sont incitées à répondre à l'enquête. De ce fait, le nombre de municipalités couvertes s'accroît continuellement.

Collecte de données

L'enquête est généralement menée par la poste bien que certaines municipalités puissent choisir de répondre par téléphone. L'agent municipal responsable de l'émission des permis rempli mensuellement un formulaire² sur lequel chacun des projets de construction d'envergure doit être décrit. La valeur des permis rapportés comprend les dépenses suivantes: matériaux, main d'oeuvre, profits et frais généraux. Le coût du terrain n'est jamais inclus dans la valeur estimative du permis tandis que les frais d'acquisition (actes notariés, frais d'arpentage, intérêts encourus) peuvent à l'occasion y être intégrés.

Après avoir rempli leur rapport, les municipalités en acheminent une copie au bureau régional de Statistique Canada le plus proche et l'autre au bureau local de la Société canadienne d'hypothèques et du logement (S.C.H.L.). Afin de réduire leur fardeau, de plus en plus de répondants produisent un rapport informatisé.

Les rapports des municipalités qui font parties d'une région métropolitaine de recensement ou d'une agglomération de recensement doivent nous parvenir dans les 20 jours suivant le mois visé. Les autres municipalités ont 30 jours pour produire leur rapport. Seules les municipalités retardataires, incluses dans l'enquête de la S.C.H.L. ci-haut mentionnée, font l'objet d'un suivi téléphonique.

A leur réception aux bureaux centrales de Statistique Canada, les rapports sont vérifiés, codés et saisis.

Types d'erreurs

Les données sur les permis de bâtir étant extraites de documents administratifs municipaux, deux types d'erreurs de réponse sont possibles: les erreurs imputables au demandeur de permis et les erreurs de transcription faites par la municipalité répondante. L'expérience prouve que les erreurs de transcription sont peu fréquentes. De plus, du fait qu'un nombre croissant de municipalités produisent des rapports automatisés la fréquence de ce type d'erreur tend à diminuer. Toutefois, les erreurs provenant d'une déclaration erronée du coût du projet de construction sont toujours probables. Une enquête sur « La qualité des données permis de bâtir » tenue auprès des principales administrations municipales canadiennes a révélé que la valeur déclarée des bâtiments pour lesquels un permis est émis est généralement sous-évaluée. Le mode de tarification des permis qui, dans la plupart des cas, est établi en fonction de la valeur de construction mène indubitablement à une sous-évaluation de la valeur des projets. De plus, les résultats de cette enquête révèlent que pour la moitié des municipalités enquêtées, la valeur soumise par le demandeur ne fait l'objet d'aucune vérification de la part des agents municipaux.

Contrôle qualitatif

Des procédures de contrôle qualitatif rigoureuses sont utilisées afin de s'assurer que la collecte, la codification ainsi que le traitement des données sont effectués avec le plus de précision possible. En plus des vérifications habituelles visant à s'assurer que les formulaires sont complètement remplis, les données codées et saisies sont soumises à un contrôle qualitatif établi par la Division des méthodes d'enquêtes-entreprises. Des vérifications sont également exercées sur les totalisations et l'ordre de grandeur des

¹ Société Canadienne d'hypothèques et du logement.

² Un spécimen du formulaire "Permis de bâtir" est montré en annexe à la fin de cette section.

données. Chaque rapport qui ne répond pas aux critères de qualité retenus fait l'objet d'une vérification et est corrigé au besoin.

Fiabilité

Il faut procéder à des imputations pour chaque caractéristique pour laquelle aucune déclaration n'a été reçue. On les calcule automatiquement, sous réserve de certaines contraintes, en appliquant aux valeurs utilisées précédemment, les variations mensuelles et annuelles des valeurs semblables des municipalités répondantes; et le patron historiques des municipalités manquantes.. Aucune imputation n'est faite pour le manque de couverture, la clandestinité ou la sousévaluation des permis émis. Pour cette raison, l'erreur d'échantillonnage ne peut être calculée.

Toute comparaison de données doit être faite avec réserve étant donné que les modalités d'émission de permis ainsi que les méthodes d'estimation des valeurs peuvent différer d'une municipalité à l'autre. De plus, puisque le nombre de municipalités participant à l'enquête s'accroît constamment, on doit tenir compte de ce fait lors de comparaisons touchant des périodes différentes.

Les statistiques mensuelles ne font pas l'objet de correction pour les permis annulés ou périmés. D'après les agents municipaux, le volume d'annulation ou d'inutilisation est inférieur à 5%.

Nature et fondement de la classification

La classification utilisée dans la présente publication porte strictement sur les **bâtiments** pour lesquels un permis de bâtir a été émis. Généralement les permis émis correspondent aux travaux suivants: construction de nouveaux bâtiments, transformation de logement, ajout structurel, rénovation, etc. Les travaux de réparation (peinture, réfection de plancher, de toiture, etc.) pour lesquels aucun permis n'est requis et les travaux de génie (tels les barrages, les routes, les oléoducs, etc.), qui par définition ne sont pas des bâtiments, ne sont pas compris dans la présente statistique. Des estimations de ces travaux sont toutefois disponibles en consultant « Dépenses en immobilisations par type d'actif » (n° 61-223 au catalogue) et « Investissements privés et publics » (n° 61-205 au catalogue).

La description fournie par les municipalités concernant le **type de bâtiment** (case #6 de la Section A du formulaire) ainsi que le **type de travail** à effectuer (case #7 de la Section A du formulaire) constitue le fondement de la classification. La classification des bâtiments en groupes ou sous-groupes principaux se fondent sur les éléments suivants: la destination prévue, dans le cas des immeubles nouveaux; l'utilisation réelle ou prévue des bâtiments auxquels des améliorations sont effectués; affiliation de l'immeuble où la construction envisagée a pour objet d'assurer des commodités accessoires; la principale utilisation

de l'ensemble lorsque la construction projetée est destinée à plus d'une fin, toutefois lorsque le bâtiment abrite des logements, on procède à la répartition de la valeur des travaux entre l'usage résidentiel et non résidentiel.

Catégories de bâtiments

Dans cette publication la **valeur des permis émis** soit pour l'érection de nouveaux édifices ou pour l'exécution de travaux d'amélioration sont regroupés d'après les genres de bâtiments suivants: résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental.

Construction résidentielle. Comprend tout bâtiment destiné à l'occupation privé soit sur une base permanente ou non. Les logements sont regroupés sous les types suivants: les logements unifamiliaux, mobiles, chalets, semi-détachés, en rangée ainsi que les appartements.

Construction industrielle. Englobe tout bâtiment destiné à la fabrication ou à la transformation de produits; au transport, aux communications et autres services d'utilité publique, à l'agriculture, à la sylviculture ainsi qu'à l'exploitation minière.

Construction commerciale. Il s'agit de tout bâtiment destiné à abriter des activités se rattachant au secteur tertiaire. Par exemple: les magasins, entrepôts, garages, immeubles à bureaux, théâtres, hôtels, salons funéraires, salons de beauté.

Construction institutionnelle et gouvernementale. Comprend les dépenses faites par les collectivités, les corps publics et les gouvernements pour la construction d'immeubles ou bâtiments; par exemple, écoles, universités, hôpitaux, cliniques, églises, foyers de vieillards.

Le **nombre d'unités de logements** correspond au nombre de logements indépendants créés. Il ne faut pas confondre avec le nombre de structures. Par exemple, dans le cas d'un édifice à appartements comptant six logements, on fera référence à six unités de logement. Dans le cas de transformation de bâtiments en unités de logement additionnelles, on tient compte du nombre de nouvelles unités créées. Dans cette publication, les unités de logements sont regroupées de la façon suivante:

Maison unifamiliale. Ce genre de logement est communément appelé « **maison simple** ». Il comprend les logements individuels complètement isolés de tout côté, y compris les maisons individuelles liées à un autre logement uniquement sous le sol. Sont inclus les unifamiliales à deux étages, les bungalows, les maisons à paliers multiples, qu'ils soient construits de façon conventionnelle ou préfabriquée.

Maison mobile. Maison conçue et construite pour être transportée sur son propre châssis et qu'on peut déplacer sans grand délai.

Chalet. Logement qui ne peut être habité à l'année ou en permanence puisque les installations nécessaires au confort sont insuffisantes.

Maison double ou semi-détachée. Correspond à toute maison d'habitation où chacun des deux logements sont côte à côte réunis soit par un mur commun ou un garage, mais non attenants à une autre construction et entourés d'espaces libres.

Maison en rangée. Il s'agit d'une rangée d'au moins trois logements réunis côte à côte sans autre logement au-dessus ou au-dessous.

Maison d'appartements. Cette catégorie inclut les logements compris dans une variété de bâtiments tels que: les duplex, les duplex jumelés, les triplex, les duplex en rangée, les appartements proprement dit et les logements adjacents à tout édifice non domiciliaire.

Transformation. Il s'agit du nombre de logements ajoutés par suite de la transformation d'un bâtiment déjà existant.

Classification géographique

Les entités géographiques sont classifiées selon la Classification Géographique Type (CGT) en usage à Statistique Canada. Un code (CGT) de douze chiffres a été attribué à chaque entité rapportante afin de pouvoir les classer selon les niveaux géographiques suivants:

- **Province et territoire (Pr):** On compte dix provinces et trois territoires.
- **Région économique (RE):** Il s'agit des régions infra-provinciales de Statistique Canada établies par la Division des normes. On en compte soixante-seize.
- **Division de recensement (DR):** L'expression division de recensement signifie un regroupement de subdivision de recensement établie par une loi provinciale. On en dénombre deux cent quatre-vingt-quatre (des données sous un tel regroupement géographique sont disponibles sur demande).
- **Région métropolitaine de recensement (RMR):** Leur délimitation correspond à la définition du recensement de 1996. Le terme (RMR) désigne la principale zone du marché du travail d'une région urbaine (noyau urbanisé) comptant 100,000 habitants ou plus, d'après les chiffres de population du recensement. Les vingt-cinq (RMR) figurent dans cette publication. Toutefois, bien que le recensement de 1996 définisse Ottawa-Hull comme une seule (RMR), elle est présentée ici en deux entités distinctes étant donné qu'elles sont situées dans des provinces différentes.

- **Agglomération de recensement (AR):** Elle correspond aux zones des marchés de travail moins vastes des noyaux urbanisés comptant 10,000 habitants ou plus, tel que défini au recensement de 1996. On compte cent dix-sept (AR) au Canada. Lorsqu'une (AR) chevauche deux provinces elle est présentée partiellement dans chacune de celles-ci. L'agglomération de Lloydminster fait toutefois exception à cette règle, paraissant en totalité en Alberta.
- **Autres municipalités de 10,000 de population et plus:** Il s'agit de municipalités ne faisant pas partie d'agglomérations de recensement dont la taille est d'environ 10,000 habitants. On distingue ces municipalités afin de rendre possible la comparaison entre l'enquête sur les permis de bâtir et celle sur les mises en chantier qui utilise ce concept.
- **Partie rurale:** Sont regroupés sous cette rubrique toutes les entités géographiques ne faisant pas partie d'un (RMR) ou d'une (AR) et n'étant pas identifié par la Société Canadienne d'hypothèques et de logement comme un centre urbain.
- **Subdivision de recensement (SDR):** L'expression subdivision de recensement se rattache aux municipalités, aux réserves indiennes, aux établissements et aux territoires non organisés. Toutefois étant donné que les établissements et les réserves indiennes n'émettent pas de permis de bâtir elles ne sont pas comprises dans cette publication.
- **Unité géographique non-standard:** Les unités géographiques qui apparaissent dans cette publication ne correspondent pas toutes à la définition de subdivision de recensement tel que définit ci-haut. Certaines administrations provinciales ou municipales étant dans l'impossibilité de produire des rapports mensuels conformes aux entités géographiques officielles, nous les publions selon l'entité géographique utilisée par ces administrations. Ces unités géographiques dites non-standard ne sont cependant pas très nombreuses et sont surtout concentrées dans les provinces maritimes. Exemples: Commission d'urbanisme de Madawaska, 'Greater Moncton District', Péninsule Acadienne, etc.

Révisions territoriales

Les limites territoriales ont été établies conformément aux définitions du recensement de 1996. Durant les périodes intercensitaires les changements de limites, de statuts et de noms des (SDR) sont introduits dans cette publication sur une base annuelle. Les changements affectant les autres unités géographiques (RMR, AR, DR, RE) sont pour leurs parts incorporés sur base quinquennale dix huit mois après la tenue du recensement.

Révision des données

Les révisions pouvant affecter les résultats de l'enquête sur les permis de bâtir sont de deux natures:

- (1) Révisions dues à la correction d'erreurs de codage**
Mensuellement, seules les données du mois précédent la période de référence peuvent être affectées par de telles révisions.
- (2) Révisions dues à l'addition de rapports tardifs**
Les rapports tardifs se rapportant au mois précédent la période de référence sont incorporés aux résultats de l'enquête sur une base courante. Cependant, les rapports reçus après la limite de deux mois suivant le mois de référence ne sont introduits qu'à la fin de l'année. Par conséquent, les données des douze derniers mois sont sujets à révision.

Désaisonnalisation

Les données désaisonnalisées portant sur le total des unités et la valeur agrégée des permis de bâtir sont obtenues indirectement, c'est-à-dire par l'addition de leurs composantes désaisonnalisées. On obtient les unités totales de logement par l'agrégation des données désaisonnalisées de type unifamilial et multiple; la valeur totale des permis résulte pour sa part de la somme des éléments suivants: résidentiel, industriel, commercial et institutionnel. Certaines séries ne présentent aucune saisonnalité apparente. Ainsi, les valeurs non-désaisonnalisées de ces séries ont été utilisées et agrégées aux valeurs désaisonnalisées des autres séries.

À la fin de l'année, les séries chronologiques désaisonnalisées sont révisées afin de tenir compte des plus récentes fluctuations saisonnières. Seules les trois années de fin de série sont affectées par ce processus de révision. Les données révisées sont introduites à la banque de données CANSIM.

Disponibilité des données

La présente publication ne renferme qu'une partie des données produites sur les permis de bâtir. On peut cependant en s'adressant à la section des **Indicateurs courants de l'investissement ((613) 951-6556, frais virés)** commander soit des tableaux non-publiés ou soumettre des requêtes spéciales. Ces dernières sont maintenant disponibles sur disquette. Les séries présentées ici sont aussi disponibles sur CANSIM : tableaux 026-0001 à 026-0008, 026-0010, 026-0011 et 026-0015.

Produits et services connexes

Publications connexes choisies

Catalogue

62-202 Les habitudes de dépenses au Canada

75-202 Le revenu au Canada

61-205 Investissements privés et publics au Canada, perspective

61-206 Investissements privés et publics au Canada, perspective révisée

Totalisations spéciales

Il est également possible de produire, sur la base de recouvrement des coûts, des totalisations spéciales établies conformément à vos spécifications. Veuillez adresser vos demandes de renseignements à cet égard à la Section des Indicateurs courants de l'investissement.

Vous pouvez obtenir de plus amples renseignements sur ces produits et sur d'autres aspects des enquêtes auprès de la Section des Indicateurs courants de l'investissement, Division de l'investissement et du stock de capital, Statistique Canada, K1A 0T6, (613)951-6556.



Building and demolition permits

Monthly Report

Permis de construction et de démolition

Rapport mensuel



1		<i>If necessary, please update corresponding information – Si nécessaire, veuillez mettre à jour les renseignements correspondants</i>	
2		Reporting Entity Name – Nom de l'entité rapportante	
3		Municipal Status (if applicable) – Statut municipal (s'il y a lieu)	
4		Address – Adresse	
5		6	
City – Ville		Postal Code – Code postal	
7		Contact Name – Nom du contact	
8		Contact Title – Titre du contact	
9		Language of Preference – Langue de préférence	
		1 <input type="checkbox"/> English 2 <input type="checkbox"/> Français	
10		Telephone Number – Numéro de téléphone	

General Information	Renseignements généraux
Confidential when completed.	Confidentiel une fois rempli.
The collection of this information is authorized by the Statistics Act, Revised Statutes of Canada, 1985, Chapter S19.	La collecte de cette information est autorisée par la Loi sur la statistique, Lois révisées du Canada, 1985, chapitre S19.
To avoid duplication of enquiry and to provide consistent statistics, this survey is being conducted under cooperative agreements, made in accordance with the Statistics Act, Revised Statutes of Canada, 1985, Chapter S19 under Section 11 for the exchange of information with: the Manitoba Bureau of Statistics, the Saskatchewan Bureau of Statistics and the British Columbia Central Statistics Bureau for respondents in each of the respective provinces; and under Section 12 for joint collection and sharing information with: the Northwest Territories Bureau of Statistics and the Canada Mortgage and Housing Corporation.	Afin d'éviter tout chevauchement des enquêtes et de fournir des statistiques uniformes, Statistique Canada mène cette enquête aux termes d'accords conjoints conclus en vertu de l'article 11 de la Loi sur la statistique, Lois révisées du Canada, 1985, chapitre S19 pour l'échange de renseignements avec: le «Manitoba Bureau of Statistics», le «Saskatchewan Bureau of Statistics» et le «British Columbia Central Statistics Bureau» pour les répondants de ces différentes provinces; et en vertu de l'article 12 pour le rassemblement conjoint et l'échange de renseignements avec: le «Northwest Territories Bureau of Statistics» et la Société canadienne d'hypothèques et de logement.
Agreements coming under Section 12 of the Canada Statistics Act shall not apply to any respondent who give notice in writing to the Chief Statistician that he/she objects to the sharing of the information.	Les accords aux termes de l'article 12 de la Loi sur la statistique ne s'appliquent pas aux répondants qui s'opposent à l'échange de renseignements dans une lettre jointe au questionnaire dûment rempli et adressé au statisticien en chef du Canada.
Results of this survey will enable Statistics Canada to estimate residential and non-residential construction activity at various geographical level. The latter are published monthly in Catalogue 64-001, Building Permits.	Les résultats de cette enquête permettront à Statistique Canada d'estimer l'activité de la construction résidentielle et non résidentielle à différents niveaux géographiques. Ces derniers sont publiés mensuellement dans Permis de bâtir, n° 64-001 au catalogue.
PLEASE REFER TO THE SURVEY REPORTING GUIDE AND SELF CODING GUIDE WHEN COMPLETING YOUR REPORT. If you require additional copies of these guides please contact us at 1-888-404-3339.	VEUILLEZ CONSULTER LE GUIDE DE DÉCLARATION DE L'ENQUÊTE ET LE GUIDE POUR AUTOCODAGE POUR REMPLIR VOTRE RAPPORT. Si vous avez besoin des copies supplémentaires, veuillez communiquer au 1-888-404-3339.

11	Coverage Profile Update	Mise à jour du profil de couverture
Is the geographical coverage of this monthly report different from that of your last report due to a change in boundaries, level of administration, etc.		Est-ce que la couverture géographique de ce rapport mensuel est différente de celle de votre rapport précédent dû à un changement de frontières, du niveau d'administration, etc.
1 <input type="checkbox"/> Yes Oui		2 <input type="checkbox"/> No Non

12	Reporting Period – Période visée	13	Stock Requirements – Besoins de fournitures
<i>Please use a separate form for each month being reported.</i> <i>Veuillez utiliser un formulaire différent pour chaque mois rapporté.</i>		<i>If forms or return envelopes are required, please check:</i> <i>Si vous avez besoin de formulaires ou d'enveloppes de retour, prière de l'indiquer:</i>	
Year Année		1 <input type="checkbox"/> Forms Formulaires 2 <input type="checkbox"/> Statistics Canada Return Envelopes Enveloppes de retour Statistique Canada	
Month Mois		3 <input type="checkbox"/> CMHC Return Envelopes Enveloppes de retour SCHL	

Report Prepared by – Rapport préparé par		14	
Signature:		Nil Report – Rapport nul	
		<i>If no permits were issued during the month, simply check the box below:</i> <i>Si aucun permis n'a été émis durant le mois, cochez simplement la case ci-dessous:</i>	
		1 <input type="checkbox"/> No Permits Aucun permis	
Statistics Canada Use – Usage Statistique Canada			
MP	T	Status-État	Int I.D. – Id. de l'int.
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Section A: Major Construction Projects – Projets de construction majeurs

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Line No. N° de ligne	Permit No. Numéro du permis	Name and Address of Owner Nom et adresse du propriétaire	Name and Address of Builder Nom et adresse du constructeur	Construction Location Site des travaux	Type of Building Code Code pour type de bâtiment	Type of Work Code Code pour type de travaux	Value of Construction Valeur des travaux \$	Dwelling Units Unités de logement Created Créées Lost Supprimées	Total Building Area Aire totale du bâtiment Check one: Cochez: 1 <input type="checkbox"/> FT ² /PI ² 2 <input type="checkbox"/> M ²	Line No. N° de ligne
01							,000			01
02							,000			02
03							,000			03
04							,000			04
05							,000			05
06							,000			06
07							,000			07
08							,000			08
09							,000			09
10							,000			10
11							,000			11
12							,000			12
13							,000			13
14							,000			14

Section B: Minor Residential Additions and Renovations – Additions et rénovations résidentielles mineures

Permits valued at less than \$50,000 Permis évalués à moins de \$50,000		Line No. No. de ligne	Value of Permits Valeur des permis \$	Number of Permits Nombre de permis
New garages and carports Garages et abris d'auto neufs	Single dwellings Logements simples	01	,000	
	Multiple dwellings Logements multiples	02	,000	
New inground swimming pools Piscines creusées neuves	Single dwellings Logements simples	03	,000	
	Multiple dwellings Logements multiples	04	,000	
Other improvements Autres améliorations	Single dwellings Logements simples	05	,000	
	Multiple dwellings Logements multiples	06	,000	
Totals for this section Totaux de cette section		07	,000	

Section C: Minor Non-Residential Projects – Projets non résidentiels mineurs

Permits valued at less than \$250,000 Permis évalués à moins de \$250,000		Line No. No. de ligne	Value of Permits Valeur des permis \$	Number of Permits Nombre de permis
Industrial Industriel	New construction Construction neuve	08	,000	
	Additions and renovations Additions et rénovations	09	,000	
Commercial	New construction Construction neuve	10	,000	
	Additions and renovations Additions et rénovations	11	,000	
Institutional and Governmental Institutionnel et gouvernemental	New construction Construction neuves	12	,000	
	Additions and renovations Additions et rénovations	13	,000	
Totals for this section Totaux de cette section		14	,000	

Section D: Residential Demolitions – Démolitions résidentielles

Type of dwelling Type de logement	None Aucune (✓)	Single-detached Maison individuelle	Cottage Chalet	Semi-detached Semi-détaché	Row Rangée	Apartment Appartement
No. of dwelling units demolished Nombre d'unités de logement démolies	1 <input type="checkbox"/>					

Confidentiality

Confidentialité

Statistics Canada is prohibited by law from publishing any statistics which would divulge information obtained from this survey that relates to any identifiable business without the previous written consent of that business. The data reported on this questionnaire will be treated in strict confidence, used for statistical purposes and published in aggregate form only. The confidentiality provisions of the Statistics Act are not affected by either the Access to Information Act or any other legislation.

La loi interdit à Statistique Canada de publier des statistiques recueillies au cours de cette enquête qui permettraient d'identifier une entreprise sans que celle-ci en ait donné l'autorisation par écrit au préalable. Les données déclarées sur ce questionnaire resteront confidentielles. Elles serviront exclusivement à des fins statistiques et elles seront publiées seulement de façons agrégée. Les dispositions de la Loi sur la statistique qui traitent de la confidentialité ne sont modifiées d'aucune façon par la Loi sur l'accès à l'information ou toute autre loi.

General Instructions

Directives générales

Please complete your monthly report in triplicate and send:
 ► one copy to **Statistics Canada** in pre-addressed envelope
 ► one copy to the local office of the **Canada Mortgage and Housing Corporation** in pre-addressed envelope
 ► keep one copy for your files
 Please forward your completed report no later than **10 days after the end of the reporting period.**
 Note: Shaded cells are for Statistics Canada use only.

Veillez remplir votre rapport mensuel en trois exemplaires et:
 ► faire parvenir une copie à **Statistique Canada** dans l'enveloppe pré-adressée
 ► faire parvenir une copie au bureau régional de la **Société canadienne d'hypothèques et de logement** dans l'enveloppe pré-adressée
 ► garder une copie pour vos dossiers
 Veuillez remplir et nous faire parvenir votre rapport au plus tard **10 jours après la fin du mois.**
 N.B. Les cases ombrées du formulaire sont strictement réservées à l'usage de Statistique Canada.

Correspondence

Correspondance

► **If you need more forms or return envelopes do ONE ONLY of the following:**
 • Check off the appropriate box(es) in the "**Stock Requirements**" section, page 1, cell 13 of the questionnaire.
 • Telephone us.
 • Send us a FAX.
 • Contact us via "internet e-mail".
 ► **Do you have questions regarding the survey?**
 ► **Do you need help in completing the form?**
 ► **Do you require additional copies of the "Survey Reporting Guide" and/or the "Self Coding Guide"?**
Telephone: 1-888-404-3339 (toll free)
FAX: 1-888-505-8091 (toll free)
Internet: bdps@stcinet.statcan.ca

► **Si vous avez besoin d'autres formulaires ou d'enveloppes de retour faites seulement un des suivants.**
 • Cochez le ou les case(s) appropriée(s) à la section "**Besoins de fournitures**", page 1, case 13 du questionnaire.
 • Veuillez nous téléphoner.
 • Veuillez nous faire parvenir un FAX.
 • Veuillez nous faire parvenir un message par "courrier électronique".
 ► **Avez-vous des questions ayant trait à l'enquête?**
 ► **Avez-vous besoin d'aide à compléter le formulaire?**
 ► **Avez-vous besoin des copies supplémentaires du "Guide de déclaration de l'enquête" et/ou le "Guide pour autocodage"?**
Téléphone: 1-888-404-3339 (sans frais)
FAX: 1-888-505-8091 (sans frais)
Internet: bdps@stcinet.statcan.ca

If you chose to transmit the questionnaire or information to Statistics Canada by facsimile or internet e-mail communication, please be advised that there could be a risk of disclosure during the communication process. However, upon receipt of your communication, Statistics Canada will provide the guaranteed level of protection afforded to all information collected under the authority of the Statistics Act.

Si vous nous transmettez le questionnaire ou de l'information par télécopieur ou par courrier électronique Statistique Canada tient à vous avertir que la transmission des renseignements peut poser un risque de divulgation. Toutefois, dès la réception du document, Statistique Canada offrira le niveau de protection garanti pour tous les renseignements recueillis aux termes de la Loi sur la statistique.